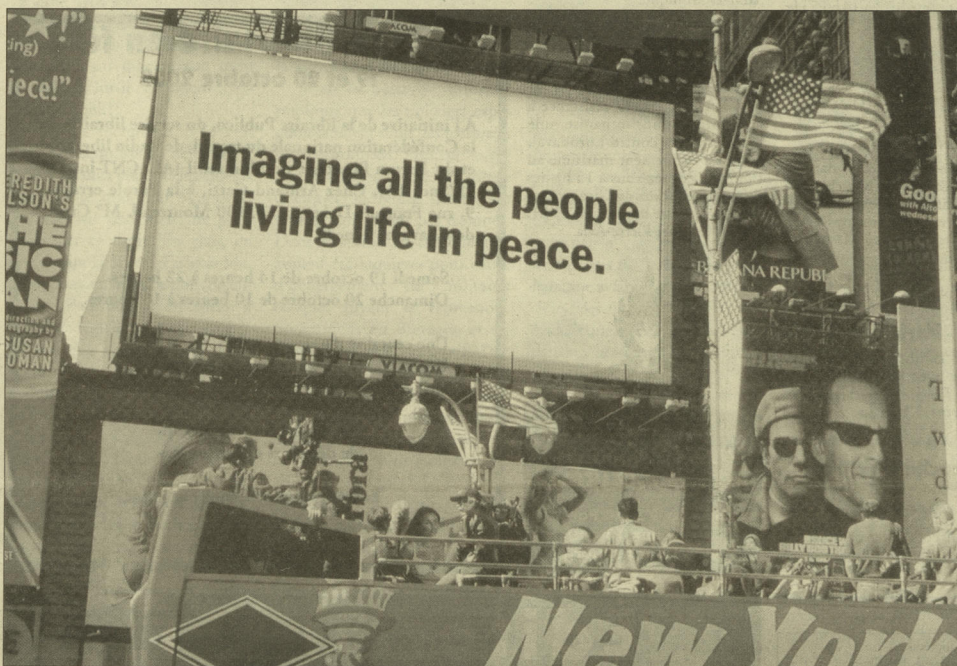




## Avis de tempêtes



© Robert Young

**P**OURQUOI? Pourquoi, face à un problème, l'État américain envisage-t-il presque toujours des solutions de force? Après tout, si la violence barbare fait partie de la culture des États-Unis, elle n'en est pas le seul élément: la liberté, la démocratie, le fédéralisme, et, aussi, la vénération de l'argent y tiennent une place à priori aussi importante. Alors, pourquoi attaquer l'Irak? Pourquoi s'en prendre à l'Afghanistan? Pourquoi vouloir derechef attaquer l'Irak?

Adoptons pour un moment le point de vue américain. Admettons comme légitimes leurs buts de guerre – pétroliers et géostratégiques. Eh bien, il est d'autres moyens de les atteindre que la conquête et l'agression. Tenez: la corruption. On pourrait imaginer que les efforts et les budgets déployés aujourd'hui dans l'activité martiale soient consacrés au développement d'infrastructures civiles, d'équipements, des pays « ennemis de la démocratie ». Les dirigeants pourraient être achetés, ou bien se voir offrir une retraite dorée doublée d'impunité; Saddam Hussein n'est pas Robespierre, que diable! On installerait des régimes amis avec lesquels on travaillerait dans la stabilité.

On voit que je ménage l'intérêt national américain: je recherche le moyen d'accomplir par la paix, rapidement et à moindre coût, ce que la tête de leur État – ou ce qui en tient lieu – se propose d'obtenir par une guerre incertaine et onéreuse.

Je ne doute pas que ma solution, qui n'a rien d'original, ait été envisagée déjà, et écartée. Pourquoi? La réponse tient en un mot: militarisme.

Le militarisme n'est pas seulement le goût manifesté par la foule pour les uniformes, les parades et les grosses machines feldsgrau, les serments faits face au drapeau, les roulements de caisse claire. Le militarisme est, avant tout, un système caractérisé par la prééminence politique d'une institution: l'armée. Prééminence acquise par l'usage de la guerre.

Aux États-Unis, l'armée est toute puissante depuis les guerres mondiales. C'est elle qui renseigne les gouvernements, les parlementaires. Sans la CIA, pas de politique extérieure possible. Le budget militaire arrose copieusement industriels et banquiers – lesquels arrosent à leur tour les parlementaires. L'État prend à sa charge les frais de recherche et développement, payant au prix fort des matériels dernier

cri; pour se faire, il s'endette, et devient de plus en plus dépendant de la bourgeoisie financière, laquelle appuie à son tour les demandes toujours plus fortes de l'armée.

Plus la guerre a d'importance dans la politique extérieure américaine, et plus l'armée est forte – au détriment de ce qui peut exister là-bas de démocratie et de fédéralisme – et les capitalistes riches. Plus les capitalistes sont riches et l'armée forte, et plus la guerre prend d'importance dans la politique américaine. C'est dans ce cercle vicieux que « la plus grande démocratie du monde » se trouve, prisonnière de son armée. Le citoyen n'y est rien: l'administration domine la société, l'armée domine l'administration, appuyée sur la grande bourgeoisie.

Le militarisme est ce système odieux même d'un point de vue démocratique – sans parler d'anarchie! – où l'État plonge la société en choisissant toujours la force. La guerre, déjà détestable par elle-même, le devient doublement par la génération: fille du militarisme, mère du militarisme, assassine des hommes et de la liberté.

Max Lhourson

**Bush menace l'Irak. Chirac et Raffarin surarment la France et vendent des réfugiés italiens à Berlusconi. De Strasbourg à Bilbao, l'Europe de l'ordre montre les dents.**

Au nom de la stabilité, les États plongent le monde dans le chaos. La religion de la « sécurité », sauce capitaliste, érige la guerre et la répression en système.

- **Not' bon maître**  
**Bébéar est charitable**
- **Brigadistes et**  
**Abertzales**
- **L'opposition radicale**  
**américaine**
- **No Border**
- **Répressions**  
**tous azimuts**
- **Les sans-papiers,**  
**ça continue!**
- **Mouvement Freinet**
- **Argentine**
- **Louis Lecoin toujours**

p. 3

p. 4

p. 5

p. 6

p. 7

p. 8

p. 9

p. 10

M 02137 - 1289 - F: 2,00 €



« S'il m'était prouvé qu'en faisant la guerre, mon idéal avait des chances de prendre corps, je dirais quand même non à la guerre. Car on n'élabore pas une société humaine sur des monceaux de cadavres. » Louis Lecoin

FOP 2520

# Agenda

**Du 15 septembre au 5 octobre**

**Berne (Suisse)**

Exposition multimédia par l'association Pour la géométrie appliquée et le comité anti-OMC de Berne. Installation d'après un concept artistique de Pino Scuro. Contact :

www.memoria.ch

**Dimanche 22 septembre**

**Besançon**

Fête de la librairie l'Autodidacte, à partir de 12 heures, place Marulaz. La librairie célèbre ses deux années d'existence en organisant un repas de quartier (chacun apporte pour partager) accompagné d'animations musicales et d'expos. Un Forum d'associations tiendra sa place lors de cette fête. Ce sera aussi l'occasion de lancer les activités du Réseau d'échange de savoirs du quartier Marulaz.

**Vendredi 27 septembre**

**Besançon**

À 20h30, à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz, le groupe Proudhon de la FA organise une conférence sur le thème : « Des transports gratuits pour toutes et tous. »

**Samedi 28 septembre**

**Dijon**

Les Voix sans maître présentent la journée du Chiapas aux Tanneries.

en soutien à la communauté autonome d'Oventic : à 15 heures, projection de vidéos suivie d'un débat sur la situation actuelle au Chiapas ; à 19 heures, bouffe mexicaine ; à 21 heures, concert.

**Samedi 28 et dimanche 29 septembre**

**Marseille**

Le CIRA organise le colloque Han Ryner au Petit-Toursky, 16, promenade Léo-Ferré. Ouverture du colloque le samedi 28 à 14h15 ; le dimanche à partir de 9 heures. Toutes les facettes de la personnalité de Han Ryner seront abordées.

**Samedi 5 octobre**

**Marseille**

À partir de 15 heures et dans le cadre de « La nuit de l'anarchie », le CIRA organise une exposition et une conférence-débat avec Régine Goutalier sur Louise Michel au théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré. Repas ; collations possibles sur place.

**Paris 11<sup>e</sup>**

Forum à la librairie du Monde libertaire avec Gabi Mouesca, auteur de *Prison@net, journal d'une longue peine* à 16h30, 145, rue Amelot.

**Dimanche 6 octobre**

**Paris 14<sup>e</sup>**

L'émission Folk à lier organise un bal folk en soutien à Radio liber-

taire avec Bruno Sabalat, Joubal, Tournesol, Sonerien Breizh 77, Dialto et le Grand orchestre libertaire. De 15 à 20 heures au 22, rue Delamare.

**Samedi 12 octobre**

**Marseille**

À partir de 15 heures, le CIRA organise une conférence-débat avec Ronald Creagh sur le thème « Les grandes émotions. Comment décider ? » au local du CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

**Samedi 19 octobre**

**Paris 15<sup>e</sup>**

Le CRAM (Collectif résistance à la militarisation) organise une manifestation contre Euronaval, salon de l'armement maritime au Bourget. Rendez-vous à 15 heures devant les bureaux du Gican, organisateur de cette horreur, au 19-21, rue du Colonel-Pierre-Avia.



Lisez  
**l'Union pacifiste,**  
mensuel de l'UPF !

BP 196, 75624 Paris  
cedex 13  
union.pacifiste.org

## Radio libertaire

**Jeudi 19 septembre**

Si vis pacem : à 18 heures, Maurice Laisant ou l'anarchie trempée dans la non violence.

**Samedi 21 septembre**

Chroniques rebelles : à 13 heures 30, *Jeune Cinéma*, la revue, et retour du Festival de Venise.

**Jeudi 26 septembre**

Si vis pacem : à 18 heures, préparation du 42<sup>e</sup> congrès de l'Union pacifiste (à Paris les 5 et 6 octobre).

**Jeudi 3 octobre**

Si vis pacem : à 18 heures, le collectif national pour objecter à « l'es-

prit de défense » appelle à manifester contre le salon Euronaval (le samedi 19 octobre à 15 heures, 19, rue du Colonel-Pierre-Avia).

**Jeudi 10 octobre**

Si vis pacem : à 18 heures, les motions du 42<sup>e</sup> congrès de l'Union pacifiste : pour une Europe sans armée.

**Jeudi 17 octobre**

Si vis pacem : à 18 heures, aux racines de l'antimilitarisme, en mémoire de Jean Gauchon, avocat des objecteurs et fondateur de l'Union pacifiste.

**Jeudi 24 octobre**

Si vis pacem : à 18 heures, la guerre dans les Balkans. Témoignage de réfugiés.

## Le livre libertaire en fête

19 et 20 octobre 2002

À l'initiative de la librairie Publico, du service librairie de la Confédération nationale du travail, de Radio libertaire et du Forum libertaire de Montreuil (AL, CNT-interco 93/Sud, FA). Chez Armand Gatti, à la Parole errante, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil. M<sup>o</sup> Croix-de-Chavaux, ligne 9.

Samedi 19 octobre de 14 heures à 22 heures.  
Dimanche 20 octobre de 10 heures à 18 heures.

Une centaine d'auteurs invités.  
Une soixantaine de maisons d'édition.  
Une trentaine de revues.

Deux journées de fraternité,  
de débats et de rencontres.

Entrée payante : 1 euro par jour.

Photos et illustrations : droits réservés

Directeur de publication : Bernard Touchais  
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimeries IPS (Bernay)  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977 - Routage 205 - IPS  
Diffusion NMPP

### BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde  
**libertaire**

Rédaction - Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n <sup>m</sup>	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n <sup>m</sup>	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n <sup>m</sup>	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

#### Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal .....

Ville.....

Pays.....

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

## Éditorial



**E**NRON, WORLD COM, maintenant Tyco, là-bas. Le Crédit lyonnais, France Télécom, Vivendi Universal ici, quoi d'autre ailleurs ? De scandale financier en arnaque boursière, on avance, pas à pas, vers quoi ? Qu'importe, diront ceux qui profitent. Le principal, c'est de s'enrichir. On a le droit de le faire, la loi nous protège, pourquoi se gêner ? Il faut juste faire attention, ne pas trop en vouloir, au risque de se faire taper sur les doigts si l'on amasse trop. Au pire, en bon PDG, on démissionne avant de se faire attraper.

En Afrique du Sud, cet été, quelques poignées d'humains se sont réunies pour étaler les chiffres et inonder ceux qui peuvent l'être de bons sentiments et de solutions qui ne seront jamais appliquées, tandis qu'ailleurs d'autres humains ont fini leur vie sous quelques mètres d'eau tombée trop vite, à cause d'aller savoir quelle surexploitation des ressources disponibles. Un spécialiste quelconque doit le savoir, drapé dans ses actions TotalFinaElf.

Et la guerre, encore, toujours. Hier, aujourd'hui et demain. « C'est moi qui aie raison ! Ce truc que tu as est à moi ! Tu dois faire ce que je te dis. » Et c'est reparti pour un tour. On ne fabrique pas des

armes pour se demander en combien de temps le fût du canon refroidit. On pourrait même en arriver à se demander si parfois un conflit ne trouve pas sa justification dans la simple utilisation de l'arsenal que l'on vient de développer. Paranoïa ! répondra le syndiqué CGT de l'armement.

Tout cela est pathétique. L'impuissance s'avance, inéluctablement (croit-elle), et nous saisit par le cou, prête à réduire à rien toute contestation, aidée en cela par l'Ordre et toutes ses forces. On pourrait croire que sa victoire est proche, en constatant que partout, sur la planète, la dissidence est rare, marginale, souterraine.

Il ne faut pourtant pas perdre de vue que le monde où nous vivons n'est pas le résultat d'une histoire logique ou programmée. À différentes époques, des êtres humains ont agi, sans vraiment savoir où ils allaient. Le résultat est sous nos yeux. Et, contrairement à ce qu'une pensée commune pourrait tenter d'imposer, il est possible de l'altérer et de l'orienter vers quelque chose de moins invivable. La situation peut sembler désespérée, la résignation n'y changera rien.

Agissons !

# Gare au gorri !

« Gorri », en basque, signifie « rouge »

**I**LYA plusieurs années, sur l'initiative de quelques intellectuels de gauche, une campagne avait été menée, relayée en particulier par *Charlie-hebdo*, sur le thème : faut-il interdire le Front national ?

Un article du *Monde libertaire* d'alors avait clairement apporté son opinion. La réponse était : non, au nom de quoi peut-on interdire un quelconque parti politique, fut-il clairement d'extrême droite ?

Bien évidemment, il ne s'agit en aucun cas de défendre le FN mais bien plutôt d'anticiper la possibilité que peut détenir la démocratie parlementaire pour s'arroger ce droit. En clair, en défendant la liberté d'association, c'est nous-mêmes que nous défendons. Pourquoi l'État aurait-il plus de légitimité à interdire le Front que la Fédération anarchiste ? Cette analyse qui est sans doute étrangère à l'État espagnol, n'a en tout cas pas empêché le juge Garçon, l'ex-pouffeur de Pinochet, d'interdire Batasuna en août dernier. Au-delà de tous les désaccords possibles entre les idées libertaires et les idées nationalistes, pour faire court, il reste que cette interdiction est une imbécillité manifeste. Bras politique notoire d'ETA, organisation armée qui ne fait pas dans la dentelle, et ce n'est pas rien de le dire, c'est toute une population de militants qui avait choisi une lutte démocratique, qui se retrouve de ce fait complètement marginalisée. Cette interdiction vaut pour toutes les publications, les affiches, les locaux, en somme pour toutes les apparitions publiques. Thatcher n'avait à l'égard du Sinn Féinn même pas osé.

Nous savons pertinemment que le nationalisme, c'est la guerre. Mais c'est en tout cas en choisissant de ne pas devenir clandestins que les militants indépen-

dantistes de Batasuna risquent de devenir à chaque instant du fait de cette répression. La mise en place de cette criminalisation ne vise qu'à l'anéantissement d'un mouvement social solidement enraciné depuis plusieurs décennies. La revendication d'autodétermination mise en avant par les représentants de Batasuna n'a plus à ce jour aucun relais officiel dans la mosaïque politique espagnole.

Il est en outre de notoriété publique que les policiers espagnols faisaient subir des tortures à leurs prisonniers. Plusieurs organisations humanitaires, et même quelques individus isolés, en France, ne s'y sont pas trompés. Dans les années 90, des militants avaient été inquiétés pour cause d'hébergement de militants basques fuyant la répression, notamment en Bretagne et en région parisienne. Les motifs d'arrestations musclées étaient alors « complicité d'association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste ». On en tremble encore. Ce n'est ni plus ni moins ce qui risque de se reproduire si l'irresponsabilité qui règne dans les milieux judiciaires espagnols ne s'arrête pas au plus vite.

Autre symptôme, montrant bien que l'Europe des polices se met en place : c'est cette fois-ci entre la France et l'Italie que ça se passe. Il ne s'agit certes pas de dissolution mais d'extradition. Celle de Paolo Persichetti, le 25 août dernier, risque bien de continuer de faire des vagues. Saluons toutefois au passage le formidable exploit de la police de Sarkozy, qui à force de filature, de planque, d'exploitation des indices, a fini par interpellier un dangereux malfaiteur, payé par l'État français pour enseigner à l'université. La routine, patron ! Chapeau, les bourrins ! Je ne suis pas près de traverser en dehors des clous... Cette « arrestation » spectaculaire,

convenons-en, est une manière de saborder une tradition de l'ancien régime, celui de Mitterrand, qui faisait, en gros, que les militants italiens réfugiés en France n'étaient l'objet d'aucune persécution particulière tant qu'ils ne se mêlaient pas de la chose politique. Jusqu'alors respecté, ce principe a volé en éclats, et la vingtaine de militants concernés par cette nouvelle mesure risque bien de subir le même sort dans les jours à venir.

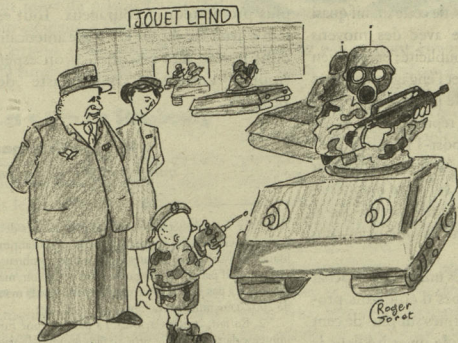
Cette nouvelle forme de collaboration ultrasécuretaire et ultrasépressive entre la France et l'Italie est sans précédent. Paolo Persichetti, rescapé des années de plomb, est typique de ces militants italiens condamnés sur la foi de repentis sur lesquels la police italienne avait su exercer des pressions liées au chantage. Il est bien évident que la crainte de la reconstitution des sanglantes Brigades rouges n'est pas pour rien dans cette demande d'extradition. N'oublions pas non plus que l'Italie fut le théâtre dans les années 70 d'attentats meurtriers attribués au mouvement anarchiste de l'époque, pour que, finalement, il apparaisse clairement que ceux-ci furent commis par des groupuscules fascistes. C'est autant l'attitude de l'État italien que celle de l'État français qui sont sur le coup condamnable. Plus de deux cents prisonniers politiques italiens purgent toujours des peines de prison pour des faits remontant à plus de vingt ans. Les repentis quant à eux ont été relâchés. C'est entre les mains de Berlusconi que le gouvernement Raffarin a remis Paolo et qu'il s'approprié à commettre la même ignominie envers les autres. La vigilance reste donc nécessaire. Il suffirait d'un grand évènement d'actualité pour se débarrasser en catimini de ces dangereux trouble-fête. Un truc comme une guerre en Irak par exemple...

Subsiste un mystère : au moment où la tentation d'accroître une répression sur les militants comme Paolo se fait jour, l'Italie se dote d'une loi des plus libérales, toute proportion gardée, sur les sans-papiers en régularisant en masse. C'est à vous déguster de vouloir tout comprendre...

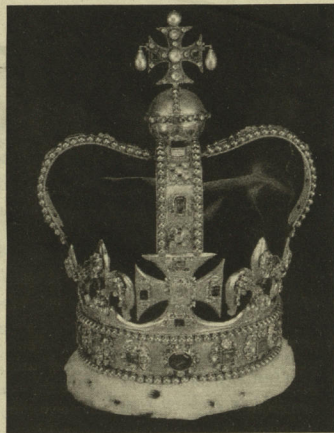
Jipé

## Zéro euro = zéro fraude !

À l'occasion de la semaine d'action « Transports gratuits », les éditions du *Monde libertaire* et *Alternative libertaire* sortent une nouvelle brochure : **Zéro euro = zéro fraude ! Transports gratuits pour toutes et tous ! Réseau pour l'abolition des transports payants**, 48 pages, 3 euros. En vente à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



« 9 milliards, c'est pas trop cher ? »  
« Mais non, on fera des économies sur son éducation »



## Claude Bébéar ou le chancre du capitalisme

**D**ANS une interview qu'il a accordée le 22 avril 2002 au très sérieux *Agefi*, le quotidien suisse des affaires et de la finance, Claude Bébéar (président du conseil de surveillance d'AXA et président d'honneur de la holding financière Finaxa) livrait à ce journal, ses réflexions personnelles et sulfureuses sur « la solidarité et les entreprises »<sup>1</sup>. Nous en avons sélectionné pour nos lecteurs, les extraits les plus croustillants et révélateurs.

À la question (ciblée) du journaliste de *l'Agefi* : « La notion de responsabilité sociale n'est-elle pas une capitulation, envers les milieux anticapitalistes ? », notre interviewé répond : « Les groupes de pression, comme Greenpeace ou Attac représentent une menace réelle pour les entreprises, alors que je pense que la mondialisation joue en faveur des pays en voie de développement. Il faut donc faire face aux mouvements qui aimeraient que les pays se replient sur eux-mêmes et laissent "crever les autres la bouche ouverte" », parce que c'est cela dont il s'agit en fin de compte. Mais, vous dites à un « Noir »<sup>2</sup> du Sierra Leone : « Regardez ce que nous faisons en Europe et faites pareil », vous n'êtes pas sûr de le convaincre. En revanche, si vous créez mille emplois dans son pays, vous allez créer des richesses extraordinaires. Les actes sont toujours plus convaincants que les discours. »

Autre question du journaliste : « Vous parlez du devoir moral des entreprises, qu'implique-t-il ? » Claude Bébéar : « J'ai toujours été convaincu du devoir moral des entreprises, mais aujourd'hui, il faut également penser aux campagnes des ONG qui peuvent coûter très cher si elles ne sont pas désamorçées. »

Le journaliste : « Ne pensez-vous pas que ce devoir moral contrarie le droit de propriété des actionnaires des entreprises ? » Claude Bébéar : « Il faut expliquer aux actionnaires que la réputation de l'entreprise influe aussi sur sa rentabilité. Mais en

même temps, il ne faut pas oublier que la notion de devoir moral est quelque chose de flou et une entreprise internationale doit l'adapter aux spécificités de chaque pays. Il s'agit d'une notion à géométrie variable. »

Le journaliste : « Que pensez-vous à cet égard des fonds éthiques, qui se prévalent de la responsabilité sociale ? » Claude Bébéar : « La conception du fonds éthique est trop subjective : ce qui peut être éthique pour vous, ne le sera pas forcément pour moi. Il s'agit encore d'une géométrie variable : si une entreprise soutient des causes comme les handicapés ou la lutte contre le sida (à l'égard desquelles les gens sont très sensibles), d'une façon ou d'une autre, cela contribue à son renom. »

Le journaliste : « Quel est le retour d'investissement des fonds éthiques, au sein de l'entreprise ? » Claude Bébéar : « Les actions à caractère de solidarité ont un rendement très fort au sein de l'entreprise, et si l'on compare les dépenses pour ces actions à la masse salariale, on s'aperçoit que c'est très peu de chose. On pourrait également augmenter les salaires de 30 % pour motiver le personnel. Mais les faire participer à une action de solidarité joue le même rôle, avec l'avantage d'être plus économique. »

Nous en restons sans voix, mais, au moins, nous voilà fixés, pour Bébéar et ses amis les choses sociales ont le mérite d'être clairement posées ! Et elles le sont encore plus pour nous, militants (d'organisations non ONG, mais solidaires) anarchistes !

Patrick Schindler

groupe Claaaaaash de la FA

1. Il eût été tentant de livrer l'interview (trop long) dans son ensemble, nous avons donc choisi d'en extraire les passages les plus monstrueux, nos lecteurs possédant Internet pourront retrouver l'intégralité du papier dans les archives de l'Agefi : agefi.com. Remerciements spéciaux à Sophie Martin, qui nous a communiqué les références de l'interview !

2. Propos recueillis intégralement, dans le texte.

**L**E PEUPLE AMÉRICAIN se réveille. Un peu. On se rappelle que depuis le 11 septembre 2001, le pays subit une propagande gouvernementale intensive de pensée unique « antiterroriste », relayée par les médias de masse et répétée à l'infini. Très intimidante et envahissante, cette propagande est calculée pour engendrer un esprit hystérique, superpatriotique (évidemment pro-israélien), ainsi que pour faire taire d'avance toute pensée critique, pour faire oublier l'illégitimité, la corruption et les bévues du gouvernement Bush (élection volée, affaire Enron, incurie des services de renseignement FBI/CIA), surtout pour masquer que « l'Amérique menacée » est aussi un État terroriste, celui qui représente la plus grande menace pour la paix et la survie de la planète. Assommante, intimidante, cette propagande avait endormi le pays qui pleurait encore ses morts des deux tours. Surtout que l'opposition officielle des Démocrates hurlait avec les loups républicains.

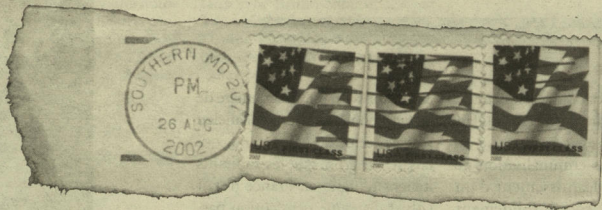
Mais depuis un moment, de plus en plus d'Américains se posent des questions et commencent à se mobiliser. Déjà, au lendemain des attaques sur les tours, il y a eu à New York, et dans d'autres endroits, d'importantes manifestations pour la paix, organisées spontanément au moment où Bush lançait ses premières fusées contre l'Afghanistan. Mais en générale, le choc du 11 septembre a paralysé les organisations d'opposition radicale. Tous les groupes contestataires – anti-mondialistes, écologistes radicaux, défenseurs des droits de l'Homme, anti-impérialistes, pacifistes, antiracistes, communautés ethniques – ont dû chercher à se réorienter par rapport au nouveau monde que l'événement aura définitivement « changé ». Mais peu à peu ils sont repassés à l'action.

### Anti-mondialistes à New York

En février 2002, se réunit à New York une importante rencontre de dignitaires capitalistes globalisateurs : le Forum mondial économique. En face, on organise des journées d'actions de rue contestataires et de séminaires contre la mondialisation capitaliste. Des manifestants viennent d'un peu partout des États-Unis et de l'étranger. Ils sont renforcés en masse par des mouvements locaux newyorkais : groupes d'immigrés de diverses ethnies, syndicats de gauche, groupes de quartier, défenseurs des droits des « en bas », étudiants antimondialistes, socialistes et anarchistes. Les autorités s'affolent. Tout le centre ville est barricadé pour tenir les manifestants loin des lieux du Forum (on arrive quand même à le perturber). Les rues sont dominées par une force nombreuse et intimidante de policiers en tenue de combat et de policiers en civil qui avaient l'ordre de provoquer des affrontements puis d'arrêter arbitrairement des manifestants pacifiques.

Mais l'esprit des manifestants reste positif. Solidaires dans leur grande diversité, ils unissent la réflexion à l'action. Tous les jours, il y a des assemblées, des séminaires, des débats, des échanges d'idées et d'adresses. On y discute toutes les questions théoriques et tactiques qu'affrontent les mouvements. Des experts en écologie, en économie, en nucléaire, en social apportent des informations et participent aux débats dans une ambiance égalitaire et nettement anticapitaliste. Des réseaux se tissent.

## L'opposition radicale se réveille aux États-Unis



### Cent mille à Washington

Deux mois plus tard, le 20 avril 2002, plus de 100 000 citoyens et immigrés manifestent publiquement à Washington, et dans une dizaine d'autres villes, contre la guerre et en faveur de la cause palestinienne. D'ailleurs, la revendication palestinienne finit par dominer l'esprit de la marche à Washington, et cela est à la fois remarquable et significatif pour plusieurs raisons. Remarquable d'abord, parce ce qu'il est courageux de s'identifier au peuple palestinien dans un climat officiel et médiatique où « Palestinien » = « kamikaze terroriste » = « ennemi de tous les Américains ». Significatif, à cause de la diversité des groupes indépendants qui ont pu se mettre d'accord sur cette revendication.

Il y avait d'abord deux coalitions de contestataires qui avaient appelé à différentes manifs en avril. Elles ont pu négocier une fusion qui permit que tout le monde y aille le même jour et pour les mêmes causes, la Palestine en tête. Pendant la matinée, les deux coalitions ont manifesté en faveur de leurs différentes revendications d'antimondialistes, d'écologistes radicaux, de défenseurs des droits de l'Homme, d'anti-impérialistes, de pacifistes, d'antiracistes, et d'organisations ethniques. L'après-midi, tous ont marché ensemble. Je trouve cette unité dans la diversité très saine. Et ni les uns ni les autres n'ont eu peur de voir le drapeau palestinien flotter partout sur leur marche devant la Maison-Blanche.

### Participation de groupes arabes

Encore, c'est la participation directe d'importants groupes d'Arabes et de musulmans américains – citoyens, étudiants, immigrés, femmes, hommes et enfants – qui a donné de l'âme à la marche, car ils vivent l'invasion brutale de l'armée israélienne en Palestine comme quelque chose de plus personnel. « C'est une belle journée », affirmait Samir Haleem, citoyen palestino-américain et ancien combattant, qui portait à la fois un drapeau américain et un keffieh palestinien. « On n'a jamais vu un tel soutien pour les Palestiniens dans ce pays. »

Je trouve prometteuse cette fraternité formée dans la lutte en dépit des préjugés racistes, nationaux et sectaires. Si on a vu des pancartes qui frolaient l'antisémitisme (le swastika apposé sur le drapeau israélien), on a aussi entendu des cris des groupes palestiniens qui scandaient « People juif, oui! Occupation, non! », pendant toute la journée. D'ailleurs, beaucoup des marcheurs étaient juifs, et certaines organisations juives ont fièrement saisi l'occasion de se démarquer d'une manifestation pro-israélienne d'environ

100 000 personnes la semaine précédente, organisée par le puissant lobby juif officiel. Comme le remarque un marcheur arabe qui portait le drapeau algérien : « Il ne s'agit pas de religion mais de droits humains. On est passé par-là dans la révolution algérienne. D'ailleurs, n'y a-t-il pas des États arabes qui tirent dans le dos des Palestiniens? C'est le moment de faire quelque chose tous, tous les Arabes, tous les musulmans, tous les êtres humains. »

### Le courage des manifestants

Le courage de ces 100 000 manifestants n'est pas à négliger. Au-dessus de leurs têtes passaient à tout moment des hélicoptères bruyants en train de les photographier. Des caméras vidéos vigiles déjà installées partout en ville les filmaient aussi et transmettaient leurs portraits à des ordinateurs programmés pour identifier les gens. Rappelons que beaucoup des marcheurs sont des immigrés, surtout musulmans, qui, avec les nouvelles lois « antiterroristes » de Bush, peuvent être détenus indéfiniment *incommunicado* comme « suspects » sans que leurs noms soient publiés ou leurs familles informées. D'autres marcheurs sont des membres d'organisations antimondialistes spécialement citées comme suspectes d'activités « terroristes » dans la même « loi patriote » – prétendue anti-terroriste mais en réalité élaborée pour réprimer toute opposition active à la politique gouvernementale. Eux se sentent menacés. Les manifestants qui ont un emploi stable risquent aussi de le perdre s'ils sont identifiés. Évidemment, les marcheurs sont entourés d'importantes forces de police surarmées et intimidantes.

Bien sûr, 100 000 manifestants dans un pays de 200 millions, c'est peu. Mais à mon avis ils sont représentatifs de centaines de milliers d'autres qui partagent leur point de vue mais qui ne sont pas venus à Washington pour plusieurs raisons. D'abord, peu de gens étaient au courant de cette manif quasi spontanée, organisée avec des moyens pauvres, sans grande publicité; et combien ont le temps, l'argent et l'engagement assez ferme pour affronter le pouvoir d'un gouvernement fièrement répressif dans le climat hystérique du post-11 septembre? Soulignons que la presse et les médias ont fait un black-out total sur cette manifestation significative et aussi nombreuse que la manif pro-Israël dont ils ont beaucoup parlé.

Par ailleurs, dans les universités le débat s'anime, et des groupes d'étudiants palestiniens se sont formés sur plus de cent campus. Encore, grande diversité dans le mouvement. Tous condamnent l'occupation israélienne, mais il y a divergences et

discussions sur la tactique des attaques suicides, sur la légitimité de l'État juif, sur la perception de l'antisémitisme. Là encore se retrouvent beaucoup d'étudiants arabes avec de jeunes juifs assoiffés de justice et honteux de la politique d'Israël. On travaille ensemble pour rompre le silence, pour dénoncer la politique de Bush, et faire pression sur les universités afin qu'elles retirent leurs fonds investis dans des entreprises qui, elles, les investissent en Israël – tactique de pression économique qui s'est montrée efficace pendant la lutte contre l'apartheid sud-africain. Un petit parti marxiste présent sur beaucoup de campus, les « International Socialists » apporte au mouvement son expérience organisationnelle et des analyses marxistes solides et sophistiquées, mais on redoute sa structure ultraléniniste.

### Changement de climat?

Autre fait significatif : des journalistes réputés « sérieux » se permettent de mettre en question la politique et la personne de Bush, jusqu'ici sacro-saint dans son auréole de courageux croisé du 11 septembre<sup>1</sup>. On se scandalise sur ses liens personnels et financiers avec les escrocs de la société Enron. On ose comparer Bush à Oussama ben Laden, tous deux marchands de peur, à propos de l'arrestation à grand éclat d'un comparse impliqué dans un complot de terrorisme nucléaire peut-être imaginaire<sup>2</sup>. Mieux encore, l'Amérique a retrouvé son sens de l'humour. Après le 11 septembre, on ne riait pas, on n'osait pas trop caricaturer le gouvernement. Maintenant on s'en moque à cœur joie. Le livre le plus vendu aux États-Unis, seize semaines sur la liste des best-sellers, est une satire féroce du gouvernement Bush intitulé *Stupid White Men* (des hommes blancs stupides). L'auteur, le cinéaste radical Michael Moore, commence par y prier l'ONU d'intervenir aux États-Unis afin d'y organiser des élections démocratiques, Bush ayant été élu frauduleusement.

### Un début...

Ce n'est qu'un début, mais c'est sur ces mêmes bases que sont partis les mouvements contestataires « Black Power » et antiguerre du Vietnam au commencement des années soixante. Peu d'années après, en 1968, le mouvement était devenu assez fort pour ébranler le pouvoir (démission du président Johnson), mettre fin à l'apartheid légal américain, et finalement faire retirer les troupes américaines de l'Asie du sud-est. Évidemment, le pouvoir a appris les leçons des années soixante. Il a renforcé son appareil de propagande et de répression. Ce qui rend ce début de réveil encore plus prometteur et courageux. Tout est loin d'avoir été dit sur le peuple américain, dont le rôle sera essentiel, si on espère stopper l'offensive impérialiste des Bushards.

**Richard Greeman**  
internationaliste newyorkais

1. Le même phénomène s'était produit lors de la guerre du Golf où il y eut deux grandes manifs antimilitaristes à Washington, toutes les deux plus nombreuses que la manif patriotique organisée par le pouvoir, mais dont on n'a pas parlé dans la presse. Notez que la manif de 2002 a été unitaire : on apprend!

2. En fait, ce jour-là, Bush l'a passé en une fuite honteuse dans un bunker situé au plus profond du pays.

3. Voir Maureen Dowd, éditorialiste du *New York Times* : « Bush and bin Laden know fear is the key », in *International Herald Tribune*, le 13 juin 2002.

**S**EPT PERSONNES ont été mises en examen suite à des arrestations. Quatre procès auront lieu entre le 22 et 28 février 2003. Deux personnes sont accusées de vol et de dégradation de drapeaux, lors de la manifestation du lundi 22 juillet pour les sans-papiers et contre les politiques européennes à leur égard. Une autre passe en procès pour tags. Deux personnes pour dégradation et rébellion. Enfin, une personne pour transport d'armes de sixième catégorie : il s'agit d'outils trouvés dans le camion d'un menuisier...

**Ahmed**

Le 24 juillet, se déroulait une manifestation No Border dénonçant l'existence des centres de rétention. Cette manifestation a été extrêmement tendue et durement réprimée par les forces de l'ordre. Au niveau de la place de la République, il y eut un « contact » rugueux entre flics et NoBorder. Un capitaine de police aurait été blessé à la main. Et lors du retour du cortège vers le camp, une arrestation ciblée a eu lieu, celle d'Ahmed. Le 26 juillet, Ahmed passe en comparution immédiate. Il demande le report de son procès. La cour décide de le maintenir en détention jusque-là, malgré les garanties de représentation apportées par la défense. Il est immédiatement placé en isolement à la prison de l'Elsau (Strasbourg). Les demandes de parloir de sa petite amie sont toutes refusées.

**Trois mois ferme**

Le 21 août, Ahmed passe en procès pour outrages à agent de police et violence sur un autre. Au cours de l'audience, le capitaine qui se dit blessé arrive avec un gros bandage au poignet et apporte un arrêt de travail se terminant en septembre. Notons qu'il a retravaillé le samedi 27 juillet... Les témoins de la défense ont été peu entendus par la cour. Le procureur a parlé de « groupe paramilitaire spécialisé dans la guérilla urbaine » à propos des gens de No Border en général et du Black Block en particulier... Finalement, il requiert huit mois de prison ferme. La cour condamne Ahmed à 8 mois de prison dont trois ferme et 700 euros d'amende.

**Les « 17 » de Strasbourg**

Les locaux administratifs du ministère de la Justice sont occupés le 23 août, pour réclamer la sortie d'isolement et un parloir pour Ahmed. Au moment de notre entrée – à 16 heures environ – dans les locaux, nous avons demandé si les trois employés présents désiraient sortir avant que nous bloquions la porte d'entrée. Il est à noter que la sortie de secours leur permettait de

# No Border, procès d'intentions

**Récapitulatif sur la répression dont le camp international No Border qui s'est tenu à Strasbourg, du 19 au 28 juillet 2002, fut l'objet et dont nous vous avons parlé dans le précédent numéro (M.L. 1288). Durant toute la durée du camp, il y eut des dizaines d'arrestations. La pression policière fut constante, surtout après la décision préfectorale d'interdire toute manifestation No Border du 25 au 29 juillet.**

sortir à tout moment. Pendant l'occupation nous avons informé médias et organisations politiques. AC! Rhône nous a très rapidement envoyé un communiqué de soutien. Une banderole « Ahmed libre! » a été déployée sur la façade. Les journalistes et les flics sont très rapidement arrivés devant le bâtiment. L'objectif de notre action était d'avoir un interlocuteur du parquet qui était responsable de la mise en isolement et du refus de parloir d'Ahmed. Plusieurs personnes sont venues à la porte pour négocier en se faisant passer pour des membres du parquet.

**Occupation bon enfant**

Pendant ces trois heures, les relations avec les employés ont été très bonnes. L'un d'entre eux nous a même aidés à faire des

commencé à être ouverte de force par le GIPN (Groupe d'intervention de la police nationale), armé d'une scie circulaire, d'une pince hydraulique, de deux flash-balls à double canon, d'un bouclier...

**Enfermés par les flics**

Voyant qu'il ne nous restait plus que la porte de secours pour permettre à l'employée de sortir, nous avons essayé de l'ouvrir. Nous nous sommes alors rendu compte que celle-ci était bloquée. Par la suite (après le procès), grâce à des personnes restées à l'extérieur, nous avons eu la confirmation que la porte avait été bloquée par les flics à l'aide d'une barre de fer. Nous n'avons plus eu qu'à attendre que le GIPN ait fini d'ouvrir la porte d'entrée. Au cours de l'arrestation, plusieurs personnes ont été

en parlant de « prise d'otage » et évoquant la peine de « cinq ans de prison... » Les 17 participants, le 26 août après deux jours de garde à vue et une nuit en prison, sont passés en comparution immédiate pour « violation de domicile » et « séquestration ».

**Des preneurs d'otages ?**

Nous avons décidé de ne pas reporter le procès. Dès le début de l'audience, un de nos deux avocats a plaidé l'incompétence du tribunal. En effet, l'accusation de « séquestration » retenue par le parquet ne relève pas du tribunal correctionnel mais des assises puisque la « libération » s'est faite par les « forces de l'ordre ». Le but était que la cour se déclare incompétente et nous libère immédiatement. Finalement, la cour a repoussé l'examen de cette

service s'occupait du programme immobilier au ministère de la Justice. Finalement, le procureur a demandé quatre mois de prison dont un ferme. Après quoi la cour s'est déclarée incompétente, et nous avons été libérés. Le parquet a fait appel de cette décision. C'est la cour d'appel de Colmar qui l'examinera dans les prochains mois. Au cours du délibéré de l'audience des « 17 », le parquet a fait appel de la condamnation d'Ahmed. Vengeance du procureur...

**Les « 5 » de Saint-Étienne**

Le 28 août à Saint-Etienne, à l'issue du concert de soutien aux « 17 », cinq personnes ont été arrêtées. Elles sont passées en audience de comparution immédiate le 30 août. Les peines sont: Nabyl, 4 mois de prison ferme (outrages, résistance violente, violence, geste et menace sur agent de la force publique); Laurent, 4 mois dont deux ferme (*idem*); Marie, 4 mois dont deux ferme (outrages, violence, geste et menace sur agent de la force publique); Nicolas, 3 mois avec sursis et 600 euros d'amende (outrage, geste et menace); Frédéric: 600 euros d'amende (*idem*). Au cours de sa plaidoirie, le procureur s'est permis de traiter certains des accusés de « gens oisifs » et de « parasites »...

**Les vautours arrivent**

Ahmed est resté treize-huit jours à l'isolement total, il en est maintenant sorti. Néanmoins, il est actuellement placé dans le plus petit quartier de la prison : les détenus ne s'y rencontrent jamais... Du côté du parloir, sa mère l'a obtenu, et son frère est en passe de l'avoir. Il est à noter qu'après la médiatisation du cas d'Ahmed, des parlementaires Verts, PC, LCR et LO sont allés le rencontrer, puisqu'il s'agit d'un de leurs privilèges. Aucun n'a pris contact avec le Collectif de soutien à Ahmed! En revanche, avec la presse...

**Appel national**

Le 17 septembre à 8 heures à Colmar, lors de l'audience de remise en liberté, le Collectif de soutien à Ahmed invite à un rassemblement devant le tribunal. D'autre part, il sera rejugé devant la cour d'appel de Colmar, le 8 octobre à 8h30. À cette occasion, le collectif « Tant qu'il y aura des frontières » et le collectif « Halte à la répression de Strasbourg » appellent à une journée nationale contre la répression sur la base de l'Appel *Halte à la répression* (publié en partie ici. Cf page 6).

Nous ne nous laisserons pas terroriser!

**Laurent Bosal**  
groupe de Strasbourg



avions en papier pour envoyer nos tracts par la fenêtre à la presse... Cette anecdote montre le caractère « bon enfant » de l'occupation. Vers 18 h-18 h 30, une des personnes a exprimé le désir de sortir. Nous lui avons demandé si nous pouvions discuter entre nous pour en examiner les modalités pratiques. Elle a accepté.

Sachant que derrière la porte de secours se trouvait plusieurs flics, nous leur avons demandé une échelle. Ils ont refusé, alors que l'employée acceptait de sortir de cette manière. À partir de ce moment-là, la porte d'entrée a

victimes de coups par les « forces de l'ordre ». À aucun moment les « 17 » n'ont tenté de résister.

**Trois de plus**

À l'extérieur du bâtiment occupé trois personnes ont été arrêtées et mises en examen pour outrages, rébellion, détention d'image non rendue publique... Le traditionnel dossier vide de faits mais plein de témoignages de flics. Leur procès aura lieu le 20 mars à Strasbourg. Le vice-procureur Vannier qui s'occupait de cette affaire s'est étalé dans les médias

requête au moment du délibéré, après le déroulement normal de l'audience. Aucun des trois employés n'a porté plainte. Une s'est portée partie civile en son nom et l'autre a bien précisé qu'elle le faisait sur ordre au nom de son service. L'employée qui voulait sortir, citée à témoin, a indiqué que sa sortie avait été empêchée « par les forces de police »... Le deuxième employé témoin a précisé se sentir séquestré dans le sens où sa hiérarchie lui demandait de rester sur les lieux pour effectuer une « mission secrète ». Rappelons que le

## Appel national Halte à la répression !

**L**A RÉPRESSION politique de l'État s'abat avec force quand ce n'est pas avec violence sur les mouvements et les individus qui remettent en cause des aspects fondamentaux de notre société: rapports Nord-Sud, frontières, tolérance zéro, productivisme, Europe-forteresse, exclusion des plus pauvres, rapports marchands, etc. Cette répression ciblée a pour but d'en finir avec la contestation et les mouvements qui agissent pour une société plus juste et plus égalitaire. La répression et la criminalisation ont de nombreux effets négatifs [...]:

– Elles stigmatisent ceux qu'elles désignent comme des gens dangereux;

– Elles permettent d'exagérer les faits militants pour mieux les mettre en prison [...];

– Elles ruinent financièrement les mouvements et les individus par les frais de justice et les amendes;

– Elles « cassent » les individus par les gardes à vue, les violences, la prison;

– Elles limitent le champ d'action des militants par la menace de la prison et des amendes;

– Elles détournent les mouvements de leur raison d'être qui est l'action politique ou syndicale, en focalisant ces mouvements sur la répression. D'autre part, la répression s'abat au quotidien sur les jeunes, les personnes issues de l'immigration, les classes les plus pauvres, classes populaires, classes dangereuses.

Lors du campement international No Border qui s'est tenu du 19 au 28 juillet, des dizaines de personnes ont été arrêtées.

Nous exigeons la relaxe d'Ahmed, des « 17 » et des « 3 » de Strasbourg, des « 5 » de Saint-Étienne, et de tous les militants poursuivis par la « justice »; la dissolution de la Brigade anticriminalité qui est le pire des services de police. [...];

– L'abrogation de la loi sur la Sécurité quotidienne qui criminalise les plus pauvres et les jeunes (fraude dans les transports, rassemblements dans les halls d'immeuble, rave-parties), viole la vie privée de chacune et chacun (informatique, fouilles, perquisitions), etc. Cette loi fourre-tout, votée par la gauche plurielle à la faveur de l'émotion du 11 septembre, est une atteinte intolérable à la liberté des individus. Cette loi liberticide doit être supprimée;

– L'abrogation de la double peine. Cette loi rajoute une seconde peine aux personnes de nationalité étrangère qui sont condamnées: l'expulsion du territoire français. Nous refusons cette loi xénophobe.

### Soutien financier

Vous pouvez soutenir financièrement Ahmed, les « 17 », les « 3 » et les « 5 ». Vu le nombre de procès, les frais de justice sont très importants. Vous pouvez envoyer vos dons à:

**Il-legalteam, c/o CAE,  
21 ter, rue Voltaire 75011 Paris, chèques  
à l'ordre de AAU**

Nous appelons à une journée nationale d'action contre la répression, le 8 octobre, pour que l'État sache que nous refusons sa logique de terreur. Nous ne nous laisserons pas terroriser!

**Collectif Tant qu'il y aura  
des frontières,  
Collectif Halte à la  
répression, Strasbourg**

## Semaine des transports gratuits

### C'est arrivé près de chez vous!

– **Angers:** Collectif transport gratuit, 26, rue Maillé, [composteur49@hotmail.com](mailto:composteur49@hotmail.com)

– **Besançon:** Collectif des transports bisontins libérés, Librairie associative l'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Tél: 03 81 82 14 93.

– **Bruxelles:** Collectif sans ticket, 35, rue Van Elewijck, 00 32 (0)26 44 17 11.

[collectifsansticket@altern.org](mailto:collectifsansticket@altern.org)

– **Calais:** AC! Côte d'Opale, 294, rue Marinot (René).

[ac.cotedopale@free.fr](mailto:ac.cotedopale@free.fr)

– **Chambéry:** Collectif pour la gratuité des transports, c/o Cri libertaire, Maisons des associations;

[groupeacratie@multimania.com](mailto:groupeacratie@multimania.com)

– **Clermont-Ferrand:** AC!

Auvergne, 77 bis, avenue Michelin; 04 73 14 08 22.

– **Flers (61):** AC! Flers, Les Capucines 2; 02 33 65 35 92, 06 18 52 42 34.

– **Grenoble:** Collectif pour la gratuité des transports, 04 76 23 03 31.

– **Grenoble:** AC! Grenoble, 12 bis, rue des Trembles; 04 76 23 13 31, 04 76 86 44 31 (Geneviève).

– **Lisieux:** AC! Pays d'Auge, Espace Victor-Hugo; François a 02 31 61 33 02.

– **Liège:** Collectif sans ticket, 21, rue Pierreuse; 00 32 (0)4 344 58 88.

– **Lyon:** Collectif transports en

commun libérés, c/o AC! Rhône, 37, cours de la République, 69100 Villeurbanne; 04 78 84 38 51, 04 78 04 35 11, 06 15 85 09 72.

[collectif.tcl@free.fr](mailto:collectif.tcl@free.fr)

<http://transports.gratuits.free.fr>

– **Marseille:** Collectif sans ticket, 27, boulevard Charles-Moretti, 13014 Marseille; 04 91 58 41 54.

– **Montluçon:** Collectif pour l'amélioration des transports, 127, avenue Kennedy, 04 70 05 79 78, [ac.cum@free.fr](mailto:ac.cum@free.fr).

– **Montpellier:** Collectif transports gratuits et vite, c/o Scrupule, 26, rue du Faubourg-Figuerolles;

[transports.gratuits@caramail.com](mailto:transports.gratuits@caramail.com)

– **Nantes:** Collectif transports gratuits et vite, 21, allée Baco; 02 40 89 51 99, 06 14 87 48 31.

– **Paris-Ile de France:** Réseau pour l'abolition des transports payants (RATP), 145, rue Amelot;

[gratuit@samizdat.net](mailto:gratuit@samizdat.net), <http://ratp.samizdat.net/>.

– **Rennes:** Collectif pour la gratuité des transports, 22, rue Bellevue; 02 99 84 03 30.

[kharol@altern.org](mailto:kharol@altern.org).

– **Saint-Étienne:** Collectif société des transports autogérés stéphanois, c/o Izmir, 3, rue de la Sablière; 04 77 25 65 20, [SUBVERSTAS@subdimension.com](mailto:SUBVERSTAS@subdimension.com).

– **Valence:** Collectif transports gratuits, Gérard; 06 13 34 68 22



*Les flics gazent, matraquent, arrêtent. La « justice » condamne toute déviance et toute contestation...*

## Histoires ordinaires de la répression

**U**NCONCERT punk hardcore avait lieu, le mercredi 28 août, dans un bar à Saint-Étienne, place Jules-Guesde. À 23 heures, après plusieurs passages remarquables, la police (CRS + municipaux) a formé un cordon pour « nettoyer » la place alors que le public discutait calmement en buvant une bière après le concert. Un groupe, repoussé dans une rue en contrebas, a été gazé, et deux personnes ont été interpellées. Alors que la police ramenait ces deux personnes aux fourgons, des membres du public ont protesté vigoureusement contre ces arrestations arbitraires. Les CRS, guidés par un commissaire avançant flash-balls et gaz lacrymogène à la main, ont alors procédé à trois nouvelles arrestations, allant jusqu'à chercher deux personnes à l'intérieur d'un bar voisin, sans hésiter à distribuer quelques bons coups de pied et de matraque au passage, ni à gazer des gens en plein visage à l'intérieur d'un bar.

Ces cinq personnes ont été placées en garde à vue, y ont passé un jour et deux nuits et ont été jugés en comparution immédiate ce vendredi 30 août, inculpés « d'outrages sur agent de la force publique » et « violence » pour l'une d'entre elles, ce qui reste la tactique habituelle contre des gens arrêtés sans raison et violemment, pour justifier les actes des flics et donner un exemple à ceux et celles qui auraient l'in-

tenion de se rebeller. Ils ont écopé des peines d'emprisonnement ferme pour trois d'entre eux (une peine de 4 mois et deux de 2 mois) et 600 euros d'amende pour les deux autres.

Le jeudi 29 août un groupe de jeunes discutant ensemble sur une place a été contrôlé par la police. Excédé par le cinquième contrôle en une semaine, un garçon a osé râler et s'est retrouvé plaqué violemment contre une porte par un policier. Quelques amis ont protesté et cinq de ces personnes, mineures, ont été embarquées... Quatre sont relâchées mais un d'entre eux risque de passer en procès pour outrages.

Il y a quelques jours un jeune homme a écopé de 18 mois de prison ferme à Saint-Étienne. Tout a commencé par un feu orange grillé et des limitations de vitesse dépassées. Alors les flics l'ont suivi, faisant ensuite croire à une « course-poursuite avec un criminel dangereux pour la société », il a été tabassé en arrivant devant chez lui, et les témoins demandant ce qui se passait ont été gazés. Les flics ont transformé une vulgaire infraction au code de la route en « incitation à l'émeute, rébellion, outrage, violence » et autres...

Nous nous élevons fermement contre cette répression barbare et les méthodes de la police stéphanoise, relayées par la « justice » qui condamne aussi arbitrairement

que les flics tabassent, gazent et arrêtent. Tout cela n'est que le résultat de la frénésie sécuritaire actuelle généralisée en France et ailleurs.

Nous exigeons la libération immédiate des inculpés ainsi que l'arrêt des poursuites les concernant.

Nous ne laisserons pas bâillonner la contestation et étouffer toute déviance à leur ordre établi: Travail-Famille- Patrie-Sécurité-Consommation.

Ce genre d'histoires arrive tous les jours et de manière de plus en plus dure. Nous sommes solidaires avec toutes les victimes de la répression, nous ne nous tairons pas! Ils nous veulent terroristes pour mieux nous terroriser. Résistons!

Vous pouvez faire circuler l'info et être solidaires tant que possible, par exemple en envoyant des fax de protestation à la préfecture de la Loire (numéro de fax: 04 77 41 72 22), aux ministères de la Justice et de l'Intérieur... Ou en envoyant vos chèques à l'ordre de Jungle Exotica.

**RHALR, c/o CNT, salle 15 bis, Bourse  
du travail, cours Victor-Hugo  
42028 Saint-Étienne cedex 1**

**Mention au dos:  
« Halte à la Répression ».**

**Collectif Halte à la répression  
Saint-Étienne**

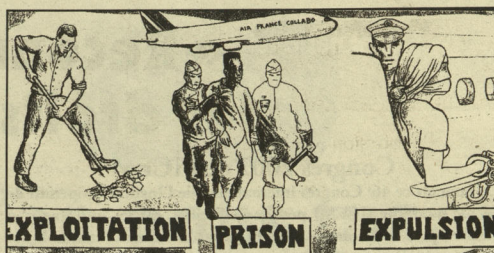
## Lyon Sans-papiers, demandeurs d'asile, toujours en lutte !

**P**OUR LES SANS-PAPIERS et les demandeurs d'asile, l'été n'est pas la période la plus facile. À Lyon, le mois de juillet a connu son lot de coups de matraques : expulsion du foyer Lalande (des blessés), occupation du centre d'Histoire de la résistance et de la déportation suivie d'une expulsion musclée, avec encore des blessés, le 17 juillet dernier. Mais la détermination reste la même et, après un an de lutte, le collectif de sans-papiers et demandeurs d'asile reste motivé. Tout l'été, ils et elles ont continué à se rencontrer en assemblées générales et ont continué à se rassembler tous les mercredis, place des Terreaux. Samedi 7 sep-

tembre, une manifestation a réuni plus de 300 personnes dans les rues. Pour ces hommes et ces femmes la lutte continue tant que leur situation ne sera pas régularisée. Mais les conditions de vie sont toujours aussi dures et, avec l'expulsion du foyer Lalande, beaucoup n'ont toujours pas le droit à un logement pour l'hiver. Ce problème du logement pour les sans-papiers et demandeurs d'asile devient d'ailleurs de plus en plus crucial : des bidonvilles se créent autour de Lyon, des familles dorment dehors à Perrache, et à la Croix-Rousses. Un logement, des papiers, ces revendications deviennent plus qu'urgentes, surtout

qu'on peut s'interroger sur la manière dont Sarkozy, premier flic de France, compte résoudre la question. Une nouvelle réforme du droit d'asile et de l'accueil des étrangers en France se soldera sans doute par une législation encore plus dure et une répression accrue. À Paris, des milliers de sans-papiers et de demandeurs d'asile sont sortis au grand jour. À Lyon aussi, le mouvement doit prendre de l'ampleur. C'est en étant nombreux et déterminés que l'on pourra enfin changer la donne. Des papiers, un logement, pour tous et toutes !

In *l'Égalité économique et sociale*, n° 67, septembre 2002.



### Union locale de Lyon, programme d'activité

À partir du mercredi 5 septembre, reprise régulière de nos activités

— Réouverture de la Plume noire (19, rue Pierre-Blanc, Lyon 1<sup>er</sup>, téléphone: 04 72 00 94 10) du mercredi au vendredi de 17 heures à 19 heures. Le samedi de 15 heures à 19 heures.

— Réouverture du café libertaire, tous les vendredis soir de 21 heures à 1 heure (entrée par l'allée du 19, rue Pierre-Blanc)

— Idées noires : émission des groupes lyonnais de la FA, tous les

mercredis soir de 20 heures à 21 heures sur radio Canut, 102,2 MHz

— Samedi 5 octobre à 17 heures : pot de rentrée de la librairie la Plume noire et de l'UL-FA-Lyon à la Plume noire. Retrouvons-nous autour d'un verre et de quelques toasts pour se rencontrer, échanger et discuter de l'année à venir... Retrouvez la FA de Lyon sur [www.multimania.com/anarchielyon](http://www.multimania.com/anarchielyon)

## Rennes Victor est sans papiers, la préfecture est sans pitié

**L**E MONDE LIBERTAIRE : Depuis quand existe le collectif rennais ? Et dans quelles conditions s'est-il créé ?

— **Fabrice** : Il y avait déjà eu plusieurs collectifs dont un collectif d'organisations. Le problème était de trouver un fonctionnement adéquat. Il y avait des difficultés pour prendre des décisions rapides car il fallait trouver un consensus au niveau des revendications, et cela posait des problèmes. Des tensions existaient au sein du collectif à cause de la présence de partis qui étaient aussi au gouvernement. Le collectif s'est transformé en collectif d'individus en 1999.

— **Le Monde libertaire** : Quelles furent ses actions jusqu'à aujourd'hui ?

— **Fabrice** : Le collectif a fait plusieurs actions : occupations de la DDAS (pour le droit au travail) et de la préfecture (pour les dossiers de régularisation) en 2000 ; une triple occupation en 2001, le collectif avait aussi occupé la mairie pour le logement. Il était régulièrement présent au tribunal administratif pour soutenir les sans-papiers, pour casser les arrêtés d'expulsion.

— **Le Monde libertaire** : Assisté-t-on à un redémarrage ?

— **Fabrice** : Le contexte est plus favorable. Lors de l'entre-deux-tours des élections présidentielles, Mahmut, un jeune Kurde, était sur le point d'être expulsé, à cause du refus de l'asile territorial. La mobilisation fut forte devant le tribunal administratif, profitant des manifestations anti-FN. Un réseau téléphonique de 150 personnes s'est monté pour informer des actions décidées. Mahmut n'a pas été expulsé, et cela a remotivé

les gens et le collectif. Cependant, Mahmut n'est toujours pas régularisé et attend la réponse à sa demande d'asile politique.

— **Le Monde libertaire** : Aujourd'hui, c'est Victor qui mobilise le collectif.

— **Fabrice** : Au sein du collectif, il y a un groupe d'aide juridique qui connaît Victor depuis cinq ans. Une délégation de sans-papiers, dont Victor faisait partie, a été reçue en juin 2002 par la préfecture pour la première fois depuis la naissance du collectif. Deux mois plus tard, Victor recevait son arrêté de reconduite à la frontière (APRF)... Un hasard ? Cette reconduite nie les risques qu'il encourt s'il retourne en République démocratique du Congo (ex-Zaïre). Il est arrivé en France en 1997 pour solliciter l'asile politique auprès de l'OF-PRA. En effet, lors du renversement du régime de Mobutu, Victor a été témoin des massacres commis par les troupes de Kabila. Militant d'un parti d'opposition (l'Union pour la démocratie et le progrès social), Victor s'est mobilisé pour dénoncer les crimes de Kabila. Il a été violemment interpellé par la Sécurité intérieure du Congo, torturé toute une nuit. Il quitte alors le Zaïre avec sa femme et le plus jeune de ses trois enfants, en espérant faire venir les deux autres, une fois sa situation régularisée. Ses demandes d'asile politique, d'asile territorial, de régularisation à titre humanitaire sont toutes refusées, alors que l'OF-PRA ne conteste pas l'authenticité des pièces fournies : avis de recherche émanant du ministère de la Justice qui l'accuse d'atteinte à la sûreté de l'État du Congo et deux convocations de la

Police d'intervention rapide congolaise. Depuis, deux enfants sont nés en France. Deux de leurs enfants sont scolarisés sur Rennes. Victor n'a plus aucun recours possible d'où l'implication autour de lui. Les sans-papiers sont solidaires avec les démarches de Victor et celles du collectif de soutien, mais au-delà de la revendication de Victor, ce collectif exige la régularisation de tous et de toutes.

— **Le Monde libertaire** : Aujourd'hui, où en est la mobilisation pour Victor ?

— **Fabrice** : Deux jours après la décision du tribunal administratif, nous avons occupé la préfecture à quinze personnes, puis organisé chaque jour entre 12h30 et 14 heures des piquets devant la préfecture, afin d'informer les gens sur la « condamnation à mort » de Victor par la préfète. On a recueilli également 10 000 signatures pour notre pétition, distribué 10 000 tracts, organisé chaque jour des AG... Samedi 7 septembre, nous étions environ quatre cents personnes lors de la manifestation à exiger la régularisation pour toutes et pour tous. Des actions seront reconduites la semaine prochaine : présence devant la préfecture, présence au conseil municipal de Rennes, assemblée générale tous les soirs à 18 heures.

— **Le Monde libertaire** : Penses-tu qu'il y ait une possibilité d'élargissement du mouvement ?

— **Fabrice** : Au niveau du collectif, de nouvelles personnes sont arrivées, mais d'autres ne sont plus là, il faudra attendre pour voir si la mobilisation prend vraiment de l'ampleur...

— **Le Monde libertaire** : Comment fonctionne le collectif ?

Suite à la manifestation du samedi 7 septembre, nous avons rencontré Fabrice du collectif de soutien rennais aux personnes sans papiers pour faire le point sur la situation.

— **Fabrice** : Le collectif de soutien fonctionne sur une base autogérée quant aux discussions et aux décisions prises. Chacune et chacun peut proposer et agir. À partir du moment où il n'y a pas d'opposition des personnes présentes, on met en pratique une certaine forme d'abstention amicale. Si l'action ne satisfait pas un individu, libre à celui-ci de ne pas y participer. C'est une association libre d'individus, qui sont tous et toutes d'accord sur le mot d'ordre : « Régularisation pour tous ».

— **Le Monde libertaire** : Le collectif de soutien aux personnes sans papiers agit-il dans une perspective d'autogestion des luttes ?

— **Fabrice** : Absolument, le collectif souhaite que les sans-papiers décident par eux-mêmes et pour eux-mêmes, et le collectif

est prêt à apporter son soutien aux actions proposées et adoptées par les sans-papiers. D'ailleurs une dizaine d'entre eux se bouge et aimerait monter un collectif, mais elle se heurte à la non-implication des autres sans-papiers. Certaines initiatives ont déjà eu lieu, par exemple la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai et le rassemblement devant la préfecture qui a permis d'envoyer une délégation à la préfète, afin d'exposer toutes les situations connues, des dossiers suivis par le groupe de soutien juridique et la demande de régularisation de tous les dossiers.

Propos recueillis  
par Sam et Arnaud  
groupe La Commune, Rennes

**D**epuis cet entretien, la mobilisation pour la régulation de Victor et des sans-papiers a progressé, preuve que l'investissement du collectif et la manifestation du 7 septembre ont porté leurs fruits : de nombreuses personnes étaient présentes à l'assemblée générale qui a suivi la manifestation. Elles ont pu décider de reconduire des actions entreprises précédemment et d'en élaborer de nouvelles. Le fait d'être présent au conseil municipal « gauche plurielle » pour exposer l'inadmissibilité des expulsions, et en particulier celle de Victor, a semblé être positif pour l'avancée des revendications. Le rassemblement devant la préfecture chaque midi entre 12h30 et 14 heures compte régulièrement depuis lundi 9 septembre une trentaine de personnes, et des incursions dans la préfecture même ont été possibles (vite réexpédiées par la police et les CRS, mais sans violence !). La diffusion d'information va être élargie aux lycées, aux facs, etc. Un groupe d'individus s'est rendu au salon de l'Élevage pour interpellier Raffarin mais, hélas, sans succès (présence de nombreux policiers et policières, absence de médias, etc.). Les AG quotidiennes se font toujours à 18 heures, et un pot-rassemblement a eu lieu ce samedi 14 dernier, place Saint-Michel. Nous ne pouvons qu'apporter notre soutien à toutes les pratiques qui visent l'émancipation des luttes, à l'abri des tutelles de l'ordre moral...

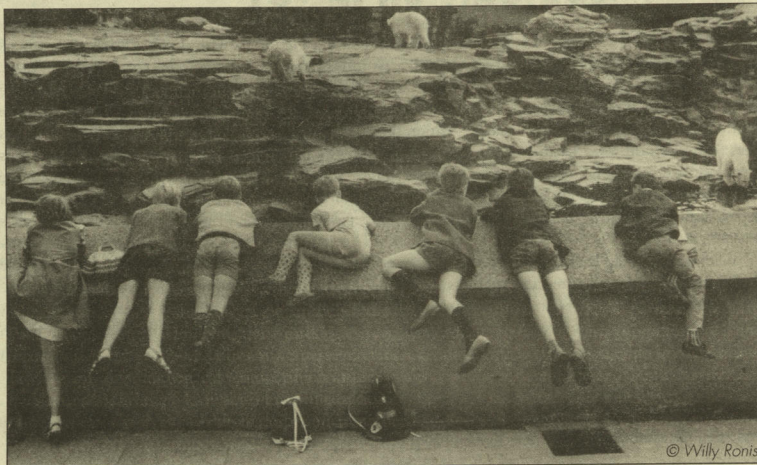
Contact : [sanspap@resiste.net](mailto:sanspap@resiste.net)

## « Reconnaître aux enfants des droits d'acteurs sociaux »

### Congrès 2002 de l'ICEM

En ouvrant ce 46<sup>e</sup> Congrès international de l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM) pédagogie Freinet, du 19 au 23 août, à Talence, près de Bordeaux, Joël Blanchard, remercia l'ensemble des participants, tout particulièrement nos amis de Belgique, d'Espagne, de Roumanie, du Sénégal qui montrent, s'il en était encore besoin, la dimension internationale du mouvement Freinet. Mais également les représentants des mouvements pédagogiques amis ici représentés ou excusés: L'AFL, L'OCCE, la Ligue de l'enseignement, le GFEN, les CEMEA, Les Francas, les CRAP-cahiers pédagogiques, mouvements avec lesquels nous nous retrouvons d'ailleurs au sein du Comité de liaison des mouvements pédagogiques et d'éducation (le CLIMOPE). Avec sérieux et humour, pour préparer la rentrée, fallait-il parler des absents pourtant bien inscrits quelque part, sur des listes ou un registre d'appel. Cette liste pourrait faire une classe dont personne ne voudrait: MM. les ministres de l'Éducation nationale Luc Ferry et Xavier Darcos, retenus par leur emploi du temps, M. le recteur de l'académie de Bordeaux, et M. l'inspecteur d'académie de la Gironde qui sont en vacances. Parler d'éducation pendant les vacances? Eux n'y tenaient pas beaucoup!

Bernard L.



© Willy Ronis

NOTRE dernier congrès posait l'école populaire comme enjeu pour les années 2000. Nous y avons réaffirmé l'ancrage résolu politique de notre action pédagogique. Nous devons encore interroger la notion d'école populaire dans ce qu'elle recouvre aujourd'hui. Depuis le lancement du mouvement Freinet, et particulièrement depuis une vingtaine

d'années, le contexte social et politique a considérablement évolué. Place de l'école dans une société saturée d'informations, atomisée sociale et culturelle, école soumise aux pressions libérales: réalités en face desquelles chaque éducateur doit trouver des réponses au quotidien. Ces réalités nous invitent à revisiter nos pratiques pédagogiques et à interroger la validité de nos outils.

« Nous avons répété encore pourquoi nous voulons mettre la pédagogie au service de l'école populaire et qu'elle nous paraît être la voie sûre du renouveau pédagogique. Nous n'avons à prononcer aucun acte de foi mais seulement à rester nous-mêmes, avec notre classe, décidés à dire ce que nous voyons, ce que nous pensons, ce que nous vivons sans égard pour les marchands et les politiciens que notre franchise pourrait blesser. L'expérience a montré que, par dessus les partis politiques et les groupes syndicalistes, cette formule pouvait animer, en une sorte de front unique permanent, tous les éducateurs honnêtes, dévoués à leur classe, aux enfants de leur classe et décidés à chercher, sur la voie révolutionnaire, les solutions définitives aux graves problèmes que la décadence capitaliste rend chaque jour plus tragiques.

On ne manque pas, on manquera encore moins à l'avenir, d'essayer en toute occasion de nous couper de la masse enseignante en nous présentant comme un épouvantail révolutionnaire. »

Ces mots sont ceux de Célestin Freinet dans le n° 1 de *L'Éducateur prolétarien* lancé en 1932. Soixante-dix ans après, ces intuitions de Freinet demeurent d'une actualité brûlante, nous les faisons toujours nôtres. Certes la voie que nous avons choisie est plus que jamais étroite entre d'une part les tenants d'un libéralisme outrancier et d'autre part les obnubilés de la transmission des savoirs, chantres de la tradition et du retour aux bonnes vieilles méthodes y compris sous couvert d'élitisme républicain. C'est bien une autre voie que nous entendons continuer à explorer, celle ouverte par Freinet, dont les pratiques sont aujourd'hui largement éprouvées, empreintes de modernité et plus que jamais d'actualité. [...] Comment admettre que la France devienne le pays

d'Europe où l'on compte le plus de policiers et de gendarmes par habitants? Comment admettre la vision étriquée qui consiste actuellement à vouloir tout pénaliser, voire criminaliser, là où il conviendrait simplement d'éduquer différemment? Comment admettre les restrictions aux rares droits fondamentaux des enfants et des jeunes sous prétexte de sécuritarisme à tout crin et de nécessaire autorité à soi-disant réaffirmer?

En ne voyant dans les phénomènes sociaux que des problèmes d'individus, ce gouvernement fait fausse route. Ce ne sont pas les centres fermés (fussent-ils éducatifs) pour adolescents, ou l'aggravation des sanctions pour réprimer les actes inciviques, y compris à l'école où les enseignants sont maintenant assimilés aux forces de l'ordre, ni l'ensemble des lois Perben qui contribueront à résorber la violence et à redonner la soif d'apprendre. À quand les flash-ball et les gilets pare-balles pour les enseignants? On ne peut redonner du sens à la citoyenneté qu'en reconnaissant aux enfants des droits d'acteurs sociaux, il convient de leur permettre et de les accompagner dans l'usage de ces droits fondamentaux que sont le droit de libre circulation, d'initiative, d'expression et d'association [...].

Lors du Congrès de Rennes, il y a deux ans, nous avons lancé un vaste chantier autour de l'innovation et de la création d'établissements innovants. Nous nous sommes investis loyalement mais sans illusion dans le chantier lancé par le ministre Lang en participant aux travaux du Conseil national de l'innovation et de la réussite scolaire. La rencontre qui aura lieu jeudi prochain, dans le cadre des ateliers de la journée consacrée à la coopération, rassemblera des représentants de la plupart des écoles, collèges et lycées différents et innovants et des porteurs de projets et permettra de tirer le

maigre bilan de ces deux années et d'élaborer de nouvelles stratégies afin que puisse exister dans chaque département au moins une école Freinet et un collège différent. Objectif bien modeste eu égard au nombre d'établissements en France, mais très ambitieux en raison des parcours d'obstacles que cela représente aussi bien du côté des collectivités locales que de la hiérarchie intermédiaire ou de l'absence de volonté politique de changement. Le refus de validation par le ministère de l'Éducation nationale du projet présenté par l'équipe du CLACE dans cette académie de Bordeaux est à ce titre exemplaire et édifiant! Les techniques que nous revendiquons pour les meilleurs doivent pouvoir bénéficier à tous: ce que nous pensons bon pour certains doit pouvoir être proposé à tous [...].

La voie que nous avons choisie est celle d'un enseignement fondé sur la polytechnique, la polyvalence, qui place sa confiance en l'enfant en accueillant en permanence l'événement et la vie dans la classe, en lui permettant d'agir sur ses propres apprentissages au milieu des autres, en n'en faisant pas un simple consommateur d'école, un enseignant où la compétition cède la place à d'autres modes de relations sociales, un enseignement fondé sur l'éducation du travail, à laquelle nous ne donnons peut-être pas le même sens que le ministre Ferry. Une éducation qui accorde au travail vrai, qualifié, un statut de chef-d'œuvre qui mobilise l'énergie et l'implication des enfants et des jeunes dans les apprentissages cognitifs et sociaux.

Pour terminer, en nous souhaitant un riche congrès, je reprendrai les mots de Freinet, ici à Bordeaux en 1932: « Bon courage donc et au travail coopérativement pour le progrès pédagogique et l'amélioration sociale. »

Joël Blanchard  
Président de l'ICEM

## France-Soir

édition nationale - Samedi 14 et Dimanche 15 avril 2001

### Les matins blêmes...

AINSI commençait la déclaration du secteur Presse de la CNT, au lendemain de la première grève à *France-Soir*, la semaine dernière. La cause de ce mouvement qui engageait l'ensemble du personnel, ouvriers du Livre, journalistes et employés? Le non-paiement du salaire de deux correctrices remplaçantes au mois d'août, de piges et notes de frais tout simplement sucrées comme les heures de nuit des journalistes et les heures supplémentaires des ouvriers du Livre...

Les cerises sur le gâteau étant l'abandon du supplément parisien (*France-Soir Paris*) et l'annonce de 40% de réduction des frais de fonctionnement.

Le 5 de chaque mois étant le jour de paye, il n'y a donc pas eu de journal le vendredi 6 en attendant le comité d'entreprise extraordinaire du mardi 10 et des explications de la direction...

Un an après un plan de licenciement, Poligafici remettait la pression avec les habituels menaces et chantages.

La direction italienne a-t-elle vraiment un projet éditorial? En tout cas le courant ne passe pas

avec la rédaction lassée des projets ensablés des Transalpins. Quatre jours de grève la semaine dernière<sup>1</sup>, des menaces de licenciement envers le président de la société des journalistes de *France-Soir*, l'avenir s'annonce sombre. Les ouvriers du Livre qui ne s'étaient pas associés au mouvement de grève pourraient reconsidérer leur position.<sup>2</sup>

Les brouillards vont sûrement se dissiper et *Méto* apparaîtra comme le seul produit rentable... Pas étonnant que les « confrères » parisiens soient si discrets dans leurs pages. Après la guerre des gratuits d'avant les vacances, ils laissent le poisson pilote agir, tout en gardant dans leurs cartons leurs propres projets. La rentrée sociale promet d'être tendue avec le problème des NMPP qui va resurgir. Alors, tous unis? À l'heure où nous bouillons (dimanche 15), on peut l'espérer.

Sitting Bull

1. Seuls les journalistes étaient en grève, les ouvriers du Livre étant « solidaires ».

2. Comme disait le communiqué de la CNT: « C'est tout ensemble qu'il faut lutter, car un coup porté contre l'un des nôtres est un coup porté à chacun. »



# Argentine

## Pour deux hommes qu'on nous tua...



**Les voleurs ne supportent jamais la colère de leurs victimes. La « piquetera » gardant toute son ampleur, le régime, aux ordres des banquiers, intensifie la répression. Le 26 juin dernier, deux camarades en ont fait les frais.**

DANS un contexte social caractérisé par la pauvreté de plus de la moitié des Argentins – 20 millions de pauvres pour 36 millions d'habitants – par la misère d'environ 8 millions et la faim pure et simple de 3 millions de compatriotes, par les annonces quotidiennes de dizaines de morts dues à la malnutrition et au froid inhabituel, le mercredi 26 juin, un collectif d'organisations de chômeurs (plus de 25 % de la population est sans aucun emploi, et seulement une partie perçoit un subsidé de 40 dollars par mois) a organisé dans tout le pays une désormais classique mobilisation *piquetera* pour exiger quelques solutions à cette insupportable dégradation des conditions de vie. Selon les statistiques de la police, il y a eu en Argentine depuis le début de l'année, plus de 10 000 manifestations illégales, la plupart étant des manifestations de rues ou des barrages sur les voies menant à l'Assemblée, à divers bâtiments officiels ou symboliquement, le blocage de la place de Mai, à proximité de la Casa Rosada, siège du gouvernement. Si le gouvernement de transition de Duhalde pouvait se vanter de quelque chose depuis six mois qu'il était au pouvoir, c'était de n'avoir pas réprimé ces manifestations populaires ou de l'avoir fait de manière civilisée. Cependant, ces dernières semaines

cause du « patriotisme » de ses dirigeants ou simplement, parce qu'il ne le peut pas : le capital financier international et les satrapes d'ici ayant déjà tout dérobé, il ne reste rien pour payer la supposée dette extérieure.

Ce qui normalement aurait dû provoquer simplement un immense embouteillage – comme le reconnaît la police, puisque des accès au centre ville avaient été prévus depuis la banlieue où ont eu lieu les affrontements – s'est transformé en une gigantesque chasse à l'homme dont le bilan est de deux morts, des dizaines de blessés par balles et des centaines de détenus, arrêtés illégalement à leurs domiciles et même au siège d'un parti représenté au parlement. Cette brutalité ne se distinguerait pas de celle plus générale et plus constante à laquelle est soumise la population si elle n'avait pas fauché deux jeunes et vaillantes vies, celles de Dario et de Max. Même si toutes les vies ont la même valeur, nous voudrions présenter ces deux figures exemplaires à la communauté mondiale et particulièrement à nos camarades de luttes contre la globalisation néolibérale, nous croyons qu'ils méritent l'honneur de prendre place dans notre panthéon et de demeurer dans la mémoire collective. Nous n'avons pas confiance dans la justice argentine qui devra éclaircir ces deux crimes, mais nous sommes convaincus qu'une enquête impartiale conclurait que ces deux morts ne sont dus ni aux circonstances ni au hasard ; il est établi qu'ils ne sont pas morts pendant les affrontements – qui rappelaient tellement ceux de Palestine avec ces enfants qui jettent des pierres d'un côté et ces policiers qui tirent avec du plomb de l'autre – mais pendant la chasse à l'homme qui suivit.

Dario Santillan avait vingt et un ans et depuis deux ans participait au Mouvement des travailleurs sans emploi (MTD) de Lanus, dans la banlieue de Buenos Aires. Il ne participait pas, il « vivait » dans le Mouvement, car ces organisations procurent à leurs membres un cadre de vie, un cadre qui se révèle nécessaire quand la société officielle argentine laisse de côté des millions de complets marginaux. Quelques jours auparavant, Dario avait guidé la journaliste Laura Vales, du quotidien *Página 12*, jusqu'au bidonville où il vivait, la mettant en contact avec ses voisins, pour connaître les diverses expériences d'assistance mutuelle et de production autogérée grâce auxquelles ils affrontent la crise. Au sein de l'organisation,

Dario se consacrait à la production de matériaux avec lesquels les membres de l'organisation ont commencé à construire leurs propres maisons ; Dario lui-même, avec son frère, avait construit sa maison dans un quartier qui ne s'appelle pas par hasard « *la Fe* » (la Foi). Le journaliste passa la matinée du 26 avec lui ; il était tranquille, insouciant et fier de l'ampleur – mille personnes – de la manifestation qu'il avait organisée. Nous avons des témoignages sur sa mort : pendant la poursuite, Dario s'est réfugié avec d'autres dans la gare d'Avellaneda. Quand un des garçons qui était avec lui a été blessé, Dario a décidé de rester avec lui pour le soigner, tout en conseillant aux autres de continuer jusqu'à ce qu'ils trouvent un meilleur refuge. La police l'a rejoint et l'a assassiné à bout portant.

### En dehors des partis

Pour l'instant, nous avons moins d'informations sur Maximiliano Costeki : il avait 25 ans et appartenait au MTD de San Francisco Solano. Il est mort d'une balle en pleine poitrine. Selon ses camarades, « Maxi était un référent du mouvement », le référent étant le poste le plus important dans ce type d'organisation horizontale qui est dépourvue de dirigeants au sens habituel.

Ce « très dangereux subversif », comme le présente la version officielle, travaillait à l'université autogérée du MTD de Solano, où il était, entre autre, chargé de la bibliothèque.

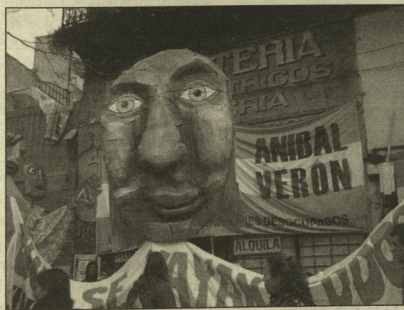
Il est important de signaler que le MTD de Solano fait partie avec d'autres nouveaux mouvements de la coordination Annibal Veron'. Ces onze mouvements de chômeurs se différencient entre eux, certains sont plus récents que d'autres, certains ont donné plus d'importance à l'organisation pour la subsistance, d'autres se sont davantage impliqués dans des projets de production autogérée. Mais tous s'occupent déjà de matériaux de construction, de crèches, de boulangeries, de provisions de médicaments. Ces petites différences sont bien moins importantes que ce qui les distingue des autres mouvements de chômeurs qui sont liés à des partis politiques ou à des syndicats ; c'est seulement dans les circonstances exceptionnelles – comme ce mercredi – qu'ils agissent avec eux. Le trait distinctif des membres de la coordination Annibal Veron est son attitude politico-sociale, la manière créative

dont ils assument l'expérience des luttes antérieures (particulièrement celles des années soixante-dix) et la façon dont ils s'approprient – en dépit de conditions de vie sous-humaines – les nouvelles orientations qui guident les courants majoritaires du mouvement social mondial. En proclamant leur totale indépendance par rapport à l'État et aux mouvements politiques y compris ceux de gauche – les membres de la coordination affirment qu'ils ne luttent pas « pour la prise du pouvoir » mais pour provoquer dès maintenant un changement du système social en reconstruisant des relations solidaires et collectives. Pour eux, seul l'autodéfense justifie l'usage de la violence qui doit se limiter à la résistance et non à l'agression. L'auto-éducation et la production autogérée sont au cœur de la vie du Mouvement ; le fonctionnement horizontal est la règle et les décisions sont prises à la majorité, la perspective générale est de construire des espaces d'autonomie qui permettent ce qui leur semble une meilleure tâche que la conquête du pouvoir : les MTD luttent pour se réapproprier la vie, la tenir dans leurs mains et, s'il n'est pas possible de construire un paradis, sortir au moins de l'enfer.

Dario Santillan et Maximiliano Costeki aimaient la vie et la vivaient pleinement, lui donnant tout son sens collectif par le développement du conflit social. Ils ne cherchaient pas la mort, pas même une mort héroïque dans une révolution qui se transforme en cauchemar, mais à exercer leur droit inaliénable à se révolter, à construire un monde nouveau. Sous quelque latitude que se trouvent les êtres solidaires nous leur demandons de ne pas les oublier et d'avoir pour eux une pensée émue comme celle que, des antipodes de la « civilisation », nous avons eue pour Carlo Giuliani, le jeune assassiné à Gènes.

**Roberto et Marta**  
Buenos Aires, juillet 2002

1. Du nom d'un *piquetero* tué par la police.



des politiciens en fonction, des policiers et des militaires ont haussé le ton en parlant du mouvement, le qualifiant d'illégal et menaçant insidieusement de le réprimer. Nous remarquons que cette nouvelle attitude était déterminée par le « monde civilisé », celui des États-Unis et du G8 qui exigent la fin des pourparlers et une discipline sociale qui permettent de reconstruire la domination et de donner une bonne leçon au seul peuple du monde qui ne paye pas sa dette extérieure, sans chercher à savoir s'il ne paye pas à



## Hommage à Dario et Max

# Louis Lecoin en première ligne

**N**OTRE AMI P'tit Louis a définitivement déserté le 23 juin 1971, à Pavillons-sous-Bois. Il avait atteint quatre-vingt-deux ans, malgré son passage devant toutes les juridictions françaises et malgré ses douze longues années de prison au seul motif de n'obéir qu'à sa conscience. Pourtant il n'a jamais été si présent, tant reste actuel son combat du bon sens contre l'absurdité, de la lucidité contre la sottise, de l'honnêteté contre la corruption, de la pureté contre le vice, du refus de tuer contre « l'esprit de défense ». N'usant que de sa volonté propre d'individu, il fait plier le gouvernement du général de Gaulle et obtient en 1963 un statut pour les objecteurs de conscience. Ce n'est pas seulement parce qu'il a mis sa vie dans le plateau de la balance qu'il a emporté cette victoire pour nous tous. C'est aussi parce qu'il était devenu un faiseur d'opinion dans son idéal libertaire pour organiser de grandes campagnes et pour tirer le public de l'immense torpeur où le pouvoir l'a plongé.

Pacifiste intégral et pour cela même engagé à l'Union des anarchistes depuis 1907, Louis Lecoin, né le 30 septembre 1888 à Saint-Amand-Montrond (Cher), restera fidèle à son idéal jusqu'à son dernier souffle. Il y a quarante et un ans, il comptait parmi les pères fondateurs de l'Union pacifiste. Il a été l'une des plus grandes figures du non-militarisme. Il avait été pressenti pour le prix Nobel de la paix, mais dans sa grande modestie et son horreur des médailles, il refusa de se présenter.

Il est toujours très enrichissant de lire et relire son livre autobiographique *Le Cours d'une vie* (disponible à Publico). Le style direct et clair reste le reflet d'un individu remarquable d'altruisme et de générosité.

Lecoin gêne encore beaucoup d'intellectuels, plus habiles à dissimuler leurs motivations profondes, de peur que les sectaires de tonton Sigmond viennent leur cracher quelques vérités visqueuses. Pourtant il n'a jamais supporté d'être assimilé aux martyrs chrétiens ou aux adeptes de la résistance passive. Déserteur, insoumis, objecteur à vie, Lecoin dérange jusqu'à ses biographes libertaires par son refus viscéral de toute compromission avec l'armée (fut-elle noire), par sa haine absolue de la guerre (fut-elle de « libération »), par son engagement inflexible pour le désarmement unilatéral (abolition des armées, suppression de toutes les armes et conversion des arsenaux en productions socialement utiles).

Lutter contre l'institution de la violence, monstre aux crimes impunis, nécessite par simple cohérence le rejet total des méthodes brutales et autoritaires qui en sont l'apanage.

Le port des armes ne conduit qu'à commettre davantage d'exac-

tions. Le droit au refus de tuer doit constamment être réaffirmé dans une société où dominent les moutons obéissants, à la botte des marchands d'armes et de leurs valets en uniformes galonnés.

## Parcours de non-combattant

Quelques repères peuvent aider à reconstituer le cheminement de Louis Lecoin, qui connut la faim et la misère dès son plus jeune âge.

**1906.** Première participation à une grève de jardiniers, avec actions directes de bris de serres, vengeance symbolique de sans-le-sou. Arrestation lors du rassemblement du 1<sup>er</sup> Mai, enfermé jusqu'au soir, et premier tabassage par la police de Clermont.

**1907.** Assiste à une conférence de Sébastien Faure et écope de trois mois de prison pour de prétendus « coups à agents » qui dispersaient une manifestation.

**1910.** Au cours de son service militaire, il refuse de briser une grève de cheminots. Condamnation à six mois de prison.

**1912.** Rendu à la vie civile à vingt-quatre ans, il milite au groupe

dévouer totalement afin d'arracher la liberté des malheureux qui y perdaient leur existence. Provoquant son incarcération pour une courte peine, il commence une première grève de la faim (de cinq jours), relayée dans la presse de gauche. Le gouvernement Poincaré fléchit et accorde le régime politique.

**1922.** Au congrès de la CGT, les communistes exécutant bassement les consignes de Moscou, magouillent pour éliminer Lecoin. Désavoué, il cesse de jouer un rôle de responsable syndical.

**1927.** Il est nommé secrétaire du Comité Sacco-Vanzetti et se dépensera sans compter pour éviter la chaise électrique à ces deux anarchistes et pacifistes de New York, dont l'innocence était patente. Il obtient trois millions de signatures en leur faveur, allant en chercher même auprès de parlementaires (il serait allé jusqu'à voir le pape s'il en avait eu le temps!). Il organise une manifestation mobilisant des dizaines de milliers de personnes. « S'ils eussent été prisonniers de la France, la révolte eût éclaté unanime et tous les pavés des rues arrachés » écrit-il pour ce mois d'août 1927. En vain l'orgueilleuse

Solidarité internationale antifasciste. Dans son soutien à l'Espagne libre, il ira jusqu'à organiser les achats et les livraisons d'armes. Il regrettera amèrement plus tard de s'être laissé emporter par sa passion pour avoir ainsi contribué à la production de cadavres. En cela aussi sa sincérité boulesverse même les plus acharnés partisans de la violence prétendue révolutionnaire.

**1939.** Il rédige, toujours avec Faucier, le tract *Paix immédiate!* diffusé à plus de dix mille exemplaires, qui lui vaut deux ans de prison.

D'abord à la Santé, démolalisé par la bêtise humaine, puis au tristement célèbre camp de Gurs (Pyrénées-Atlantiques), au camp de Nexon (Haute-Vienne), embarqué à fond de cale de Port-Vendres à Alger, détenu au fort de Djelfa (petit Sahara), où le gouvernement de Vichy cherche à le laisser crever. Il s'en tire et, malade, rejoint Paris en septembre 1941: il constate que le patriotisme des Français fascistes s'accommode très vite du régime totalitaire pétainiste, implanté par le vainqueur hitlérien. Pendant l'Occupation, il rédige *De prison en prison*, qui sera le brouillon du *Cours d'une vie*, tout en se dépensant pour



vingt-deux jours de grève de la faim et arrache un statut pour les objecteurs. La loi n'est votée que le 22 décembre 1963, non sans que Michel Debré, alias l'entonoï, y ait introduit de substantielles restrictions (dont l'absurde interdiction d'en faire la publicité).

**1967.** Passant la vitesse supérieure, pour généraliser l'objection à l'échelle d'un pays, Lecoin lance sa « plus belle campagne », celle pour le désarmement unilatéral de la France, dont il charge l'UPF de reprendre le flambeau.

## Une conscience sur tous les fronts

Lecoin avait le respect de nos anciens, une grande considération pour leur travail acharné qui a ouvert des perspectives à l'espoir. Cette attitude responsable s'inscrit à l'opposé des valeurs stériles du conservatisme. Il sut prouver que seule l'union des consciences d'individus résolus à refuser de tuer ouvre un chemin à la survie de l'espèce humaine.

Partout, on sentait les militaires et les autres « officiels » plus que gênés par sa parole, claire et sans détours. D'ailleurs, lors des débats, il emportait toujours l'adhésion par son humanisme concret, sa lucidité et son profond respect des autres.

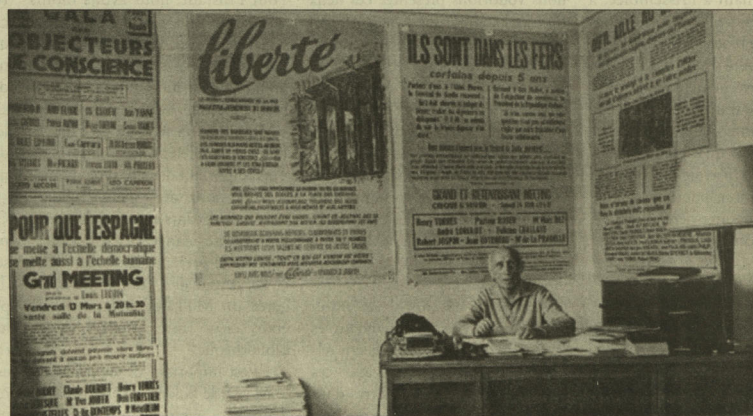
Il avait « le cœur bien placé et un fond généreux ». Chaleureux, imaginaire, fraternel, il était de toutes les luttes pour la liberté, la justice et l'émancipation des humains. C'est pourquoi il participait activement à la reconstitution du mouvement libertaire après chacune des guerres mondiales.

Il regrettait toujours que certains pacifistes n'épaulent pas assez les anarchistes et parallèlement que les libertaires ne s'engagent pas assez ardemment dans le combat contre toutes les guerres. Les Forces libres de la paix, cartel informel d'organisations pour le désarmement unilatéral, idée qu'il avait inspirée au regretté Maurice Laisant, peut encore servir à regrouper, dans les actions collectives pour abolir l'armée, les bonnes volontés pacifistes, libertaires, humanistes, laïques... au-delà de toutes chapelles.

Le dynamisme de Louis Lecoin reste encore contagieux, il fait couler dans nos veines un liquide vivifiant, comme lui, il faut sans cesse crier aux hommes:

**« Ne démissionnez plus! »**

René Burget



anarchiste de Belleville. Il est élu secrétaire de la Fédération anarchiste-communiste de Paris. Il édite le fameux tract *Ne vas pas à la boucherie! Refuse-toi à tout service!* D'où une condamnation à trois ans de prison pour sabotage de la mobilisation.

**1916.** À peine sorti de la Santé, il diffuse le tract *Imposons la paix*. D'où cinq nouvelles années de prison pour délit d'insoumission. Cette peine sera majorée de dix-huit mois pour avoir crié à l'audience « A bas la guerre! »

**1920.** Gracié, il reprend vaillamment ses actions directes anarchistes et syndicales tout en travaillant comme manœuvre dans le bâtiment. Il provoque les poursuites du Parquet pour de violents articles réclamant la libération des anarchistes emprisonnés au régime de droit commun. Il avait déjà

passé trop d'années dans les cachots de la République, pour ne pas se

cruauté des magistrats américains fit salement exécuter l'horrible sentence le 23 août.

Parallèlement il anime le Comité pour le droit d'asile, avec lequel, il développe une stratégie telle que c'est un parfait modèle pour toutes les campagnes sur l'opinion publique. Il réussit à bloquer l'expulsion des anarchistes Ascaso, Durutti et Jover, condamnés à mort en Espagne.

**1928.** Il devient membre du syndicat des Correcteurs. Déguisé, il s'infiltré et perturbe le congrès de l'American Legion, au palais du Trocadéro. Scandale énorme que d'y évoquer Sacco et Vanzetti, suivi d'une nouvelle arrestation. Un juge l'incolpe d'apologie de meurtre: la justice se ridiculise, il est libéré au bout de sept jours.

**1936.** La guerre éclate en Espagne. Lecoin participe avec Nicolas Faucier à la création de

l'amnistie des prisonniers politiques.

**1948.** Il crée la revue *Défense de l'homme*, pour faire connaître et reconnaître le droit à l'objection de conscience.

**1951.** Il prend sa retraite à Vence (Alpes-Maritimes). Fin décembre 1956, il perd sa compagnie. Pour éviter la grosse déprime, il relance la campagne pour libérer les objecteurs condamnés à des peines à répétition pour le même délit, tel Edmond Schaguéné qui aura passé dix ans captif, malgré sa soif de vie.

**1958.** Après avoir confié *Défense de l'homme* au fidèle Louis Dorlet, Lecoin fonde *Liberté* pour disposer d'un vrai journal exclusivement consacré à sortir de prison ceux qui refusent en toutes circonstances le port des armes.

**1962.** Soigneusement préparé, à soixante-quatorze ans, alors que la paix est acquise en Algérie, il fait

# Ils ont osé !

**D**ES RÉVOLUTIONS, des vraies, des dignes de ce nom, des qui ont véritablement changé les choses et la vie, qui se sont sérieusement attaqués à la suppression de la misère, de l'exploitation et de l'oppression, et qui ont permis à la liberté, à l'égalité, à l'autogestion et à l'entraide de s'épanouir comme des roses, il n'y en a pas eu beaucoup dans l'histoire des êtres humains.

La révolution espagnole de 1936-1939, et son printemps libertaire indéfinissable, est assurément de celles-là. Et ce n'est pas un hasard si elle a été assassinée par le fascisme (Franco, Hitler, Mussolini), les démocraties bourgeoises (cf. le non interventionnisme du Front populaire français tandis que la légion Condor bombardait Guernica) et le stalinisme (des armes russes contre de l'or et la tête des révolutionnaires du POUM, puis du mouvement libertaire), et si elle a été occultée (dans un système marchand la plume est toujours servie) par l'histoire officielle.

Oh, bien sûr, ici ou là, chez les vaincus (chez nous), et donc à la marge, on a témoigné et raconté.

Mais avec les lunettes de l'analyse et du témoignage sur un passé de plusieurs décennies. Avec du recul. Avec le regard du moment sur hier. De manière indirecte. Historique. Sur le mode de « il était une fois ».

Or, il était une fois, pour ceux et celles qui ont vécu cette fois, ça a aussi, et avant tout, été aujourd'hui.

Et c'est ça l'idée géniale de Cédric Dupont et de ce livre !

C'est de nous raconter la révolution espagnole au présent. Sans recul. Sans filtres. Sans analyses. Brut de coffrage.

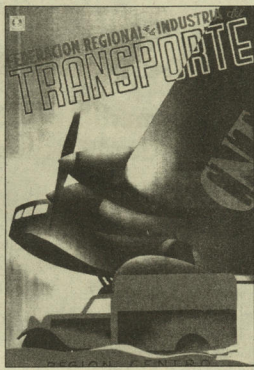
C'est de nous raconter le passé au présent. C'est de, simplement, nous offrir des textes de militants, de journalistes ou de simples gens ordinaires qui ont décrit la révolution sociale qu'ils étaient en train de vivre. Au jour le jour. En direct. Les yeux dans les yeux de l'immédiateté. Sans recul. Le regard bien planté dans les étoiles de la lutte et de l'espoir.

Ce livre fourmille (à 90 %) de ces instantanés, écrits et photographiques, sur la plus grande révolution sociale de tous les temps.

Il faut lire ces témoignages, reportages et autres interviews au jour le jour de l'insurrection de juillet 1936 contre le coup d'État fasciste. Il faut lire ces témoignages, reportages et autres interviews au jour le jour de la révolution sociale libertaire dans l'industrie, les collectivités agraires, le cinéma, la peinture, les hôpitaux, l'éducation, les milices, la vie quotidienne... qui s'en est suivie. Il faut lire ces témoignages, reportages et autres interviews sur les mille et une petites choses qui changent lors d'une révolution sociale.

Oh, certes, ça peut sembler relever du détail. voire du fastidieux.

Mais, pour tous ceux et celles qui pensent que la révolution ne se résume pas à la révolte et implique de mettre



une alternative sociale et sociétaire en actes, nul doute que ce livre leur titillera l'entendement.

Est-il besoin de le préciser, les réponses que nos camarades d'hier ont apporté aux problèmes qu'ils vivaient hier ne sont pas à prendre, aujourd'hui, pour parole d'évangile.

Mieux, il n'est pas interdit de prendre de la distance avec l'événement et de dénoncer un certain nombre de fautes, d'erreurs, de paradoxes, qui ne nous sont nullement cachés dans ce livre.

Reste que ce qui a été fait le fut. Et qu'il n'est pas d'exemple de révolution sociale qui soit allée aussi loin !

Au bout du compte, mais on l'aura aisément compris, outre un descriptif *in vivo* et à nul autre pareil de l'Espagne libertaire (une centaine de photos pour la plupart inédites et un cahier de 36 pages d'iconographies en couleurs), ce livre de témoignages sur l'instant et le détail de l'instant nous raconte simplement une aventure au présent.

En 1936 en Espagne c'était encore plus impensable qu'aujourd'hui de penser la révolution sociale.

Ce livre nous raconte comment l'impensable, à force de volonté, de courage et d'organisation, est devenu réalité et, donc, aventure.

Le message est clair !

Mettre bas le système dominant. Pendre haut et court les capitalistes, les bourgeois, les curés, les flics, les militaires... Mettre en œuvre le communisme libertaire... Ça a toujours été, c'est toujours et ça sera toujours de l'ordre du possible, à condition que... !

Ce livre ne nous dit rien d'autre.

Aujourd'hui comme hier et à l'évidence comme demain ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas mais parce que nous n'osons pas qu'elles le sont.

Quelle leçon !

Merci, donc, aux quarante cœurs purs des Solidarios et des Solidarias pour avoir financé l'édition de ce livre dont les bénéfices iront à la fondation Salvador-Ségui et à la fondation Anselmo-Lorenzo.

Merci au jury du grand prix « Ni Dieu Ni Maître » que d'avoir fait de ce livre leur lauréat 2002 !

Qu'on en juge !

Jean-Marc Raynaud

*Ils ont osé ! Espagne 36-39. Chroniques, témoignages, reportages... de l'époque, Cédric Dupont. Grand prix « Ni Dieu ni Maître » 2002. Éditions du Monde libertaire, 416 pages, 15 €, en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>, ajouter 10 % pour le port.*

# Un homme de peine

**G**ABI MOUESCA est un homme debout. Il est resté dix-sept ans en prison, de 1984 à 2001. Il a effectué un véritable tour de France du « parc pénitentiaire », en séjournant dans quatorze prisons, parmi lesquelles Bois-d'Arcy, la Santé, Fresne, Moulin-Yzeure, Lannemezan, Arles... Partout où il est passé, des collectifs de prisonniers se sont constitués, pour d'innombrables combats. En particulier, à Bois-d'Arcy la lutte a permis que *Le Monde libertaire* soit mis en vente à la cantine des journaux... Gabi écrit dans son livre de bord : « ces dix-sept années de prison ont été une longue, très longue période durant laquelle j'ai lutté pour préserver intacte ma dignité. »

Écrit d'une plume limpide, simple et lumineuse, ce *Journal d'un longue-peine* a été diffusé sur le site *Prison@net* pendant plus d'un an, du 2 octobre 2000 au 13 octobre 2001. Au cours de cette séquence, l'auteur, Gabi Mouesca, a vécu un événement important : il a été libéré le 13 juillet 2001. Il quitte ses camarades de la maison centrale d'Arles et note avec tristesse : « Certains ont encore des années de prison à supporter, d'autres n'en sortiront pas vivants : sida, suicide ou conflit qui tourne mal, la mort est là qui rôde. »

Le livre nous relate, au quotidien, les incidents de la détention que tous les militants de la lutte anticarcérale connaissent bien. C'est ainsi que, lors des grèves de surveillants, à Fresnes ou Arles, comme d'habitude, les prisonniers sont les otages des revendications des matons : les parloirs sont supprimés, le courrier non distribué, les activités annulées... C'est toujours le même scénario.

Nous retrouvons les grèves de plateaux, comme celle pour Éric Minetto par le collectif des Prisonniers de la maison centrale d'Arles. Ou encore, un courrier destiné à Gabi est censuré, parce qu'il contient un tract, pratique ordinaire de l'Administration pénitentiaire. Au passage, nous entrevoyons un détenu qui a fait vingt-trois ans de prison et qui ne sait ni lire ni écrire...

Nous suivons même Gabi sur le billard, pour une intervention chirurgicale. Il est sous anesthésie et à les pieds enchaînés ! Il nous est donné d'assister à de véritables saloperies. Un codétenu, au mitard de Fresne, a une cigarette, mais pas de feu. Gabi qui se trouve dans une cellule voisine demande à un maton de remettre son briquet à ce garçon. Le garde-chiourme répond : « Ici, je ne passe même pas le bonjour. »

Les fouilles générales, dites ministérielles, surviennent généralement après de gros problèmes en détention : mutineries, prises d'otages, saisies d'objets interdits, téléphones portables, lames de scies, cordes ou armes. Et l'auteur de conclure : « À l'occasion de telles fouilles, les surveillants se comportent comme de véritables "voyous en uniforme", réglant leurs comptes avec des détenus signalés pour X raisons. »

Nous ne pouvons qu'approuver cette formule qui tombe comme un coup de grâce : « [...] un quotidien qui brise, blesse et mutile. » C'est ainsi qu'un camarade de Gabi, Farid, de retour de permission, raconte que sa compagne voulant lui prendre la main dans la rue, la lui retire. Et il explique son geste : « J'ai cru qu'elle me passait des menottes. »

Le *Journal d'un longue-peine* nous rappelle que 50 % des personnes incarcérées souffrent de troubles de la personnalité. Or, la Justice et la Pénitentiaire les considèrent aptes à subir la prison, mais sans pouvoir bénéficier des mêmes avantages que les autres, en raison de leurs problèmes psychiatriques.

Bien entendu, Gabi consigne quelque part dans son livre le vieil adage qui se répète en

détention à travers les âges : « On sait quand on entre en prison, jamais quand on en sort. »

Gabi Mouesca totalisait quarante-trois ans de prison en sept procès. Il a tout tenté. Il s'est même évadé de la maison d'arrêt de Pau, en décembre 1986, grâce à l'aide de compagnons de lutte de l'extérieur. Mais il a été repris quelques mois plus tard.

Il est aujourd'hui chargé de mission dans une ONG et s'occupe plus particulièrement du milieu carcéral. Qui mieux que lui pouvait le faire ?

Parmi les revendications assénées avec force dans le livre, nous pouvons retenir : la libération des personnes atteintes de maladies incurables, le droit d'association pour les détenus, les unités de vie familiale, la multiplication des permissions et des libérations conditionnelles, etc.

Gabi Mouesca préconise, évidemment, l'abolition de la prison. Et, en attendant, il nous indique une de ses lignes de conduite : « Rendre transparents les hauts murs de la prison, à défaut de pouvoir les casser, les faire tomber. » Il nous livre un des ses principes, résultat de sa réflexion sur les combats qu'il a menés : « Il ne faut pas faire l'économie de communication entre nous, c'est ainsi que les détenus tissent des liens entre eux, c'est l'une des clés pour la réussite des luttes à venir. »

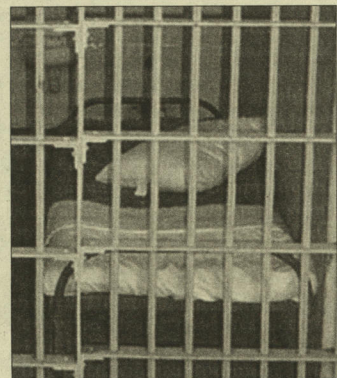
Un livre donc à lire, un témoignage implacable sur la taule, surtout depuis la fin de la mode médiatique sur le thème. Les formules lapidaires nous percutent de plein fouet : « Le suicide n'existe pas en prison... C'est la prison qui tue. » Les enseignements que nous pouvons tirer d'un tel parcours carcéral ne manquent pas de nous donner de l'espoir et de l'énergie pour continuer le combat.

Ne demandons pas à Gabi d'être anarchiste. Il est militant basque et a la foi. Il regrette même que les prisonniers n'aient pas le droit de vote... En revanche, nous pouvons souligner que nous n'avons pas rencontré beaucoup de militants anticarcéraux de cette envergure : Serge Livrozet, Jean Lapeyrie, Daniel Debrille, Taleb Hadjadj, Catherine Leguay, etc.

La rage qui le jette dans la bataille, l'honnêteté de son engagement et l'ampleur de sa réflexion politique en font pour nous un digne compagnon de lutte. Il affirme : « À la mondialisation de l'exploitation de l'homme par l'homme, une seule réponse, la mondialisation de la solidarité et des luttes. La résistance globale. »

Jacques Lesage de La Haye

Gabi Mouesca, *Prison@net. Journal d'un longue-peine* (Gatuzain, 25 Espaniako karrika, 64100 Bajonna), préface de Gilles Perrault, 11€. Disponible à Publico ou chez l'éditeur.



Forum avec Gabi Mouesca à Publico  
145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
samedi 5 octobre, à 16 h 30

## Act-Up Paris Affinités et réseaux : des nouvelles

**Nos camarades d'Act-Up Paris, durant le début de l'été, ne se sont pas vraiment reposés, et ont participé à de nombreuses initiatives**

**JULIET 2002** : constitution de la FIL (Fédération informatique et libertés), à l'initiative de diverses organisations et individus dont Act-Up Paris, la CNT, LAutre Net, la Souris verte, Samizdat, Reporters sans frontières, Stop 1984... Celle-ci a pour objectif (dans un contexte d'agressions liberticides et notamment sur le réseau Internet) de défendre les libertés d'expression individuelles et publiques, le droit à l'information, le respect de la confidentialité de la communication. Elle s'est donné également pour but de lutter contre toutes les atteintes à la vie privée et à la libre circulation des personnes, d'assister les victimes atteintes dans leur vie privée (surveillance illicite ou violation de leurs droits). En effet, depuis l'avènement d'Internet, les États, institutions et entreprises n'ont cessé de tenter de contrôler le réseau. La dérive sécuritaire, dangereusement accélérée depuis les attentats du 11 septembre 2001, a généré l'utilisation croissante des technologies de filtrage et d'espionnage, la banalisation du fichage et le libre accès aux informations privées qui sont basculées aux services de sécurité. C'est pourquoi la FIL s'est fédérée, afin de dénoncer les menaces qui pèsent sur l'avenir de la Toile et combattre les entraves à la liberté fondamentale d'expression.

### Mi-juillet 2002 Conférence internationale sur le sida Barcelone

Act-Up Paris ferme, « pour cause de décès », le stand du laboratoire Roche. En effet, depuis un an et demi, le laboratoire repousse la date d'ouverture d'accès précoce au T-20<sup>3</sup>, ouvert en janvier 2002 à 450 personnes (alors que plusieurs milliers sont dans ce cas, dans le monde), et excluant du protocole, celles préalablement incluses. Act-Up exige que le laboratoire s'engage auprès des associations de malades à adopter un comportement éthique et respectueux du droit des personnes. D'autre part, la politique de Roche vis-à-vis des malades du Sud est tout autant ignoble : en effet, il s'agit du laboratoire qui a consenti les réductions de prix les plus dérisoires sur ses molécules et qui refuse de baisser le montant de ses tests de dépistages, rendus de ce fait à ce jour inaccessibles, à de nombreux pays. Act-Up traite cette politique de criminelle.

Au même moment, une vingtaine de militants ont fermé l'entrée principale de la Conférence par un « die-in » représentant les malades du sida, morts suite à une expulsion. En effet, l'Union européenne continue d'expulser les étrangers « en situation irrégulière » et vivant avec le VIH/sida. Ce qui contraint des milliers de personnes à vivre dans la clandestinité, sans papiers, éloignés des soins, sans droits ni ressources et sous la menace permanente de l'expulsion. Act-Up exige que l'UE protège les étrangers atteints de pathologies graves, l'accès aux soins, la fin du harcèlement et le transfert des budgets européens de lutte contre l'immigration sur la lutte contre le sida et l'accès aux traitements.

Enfin, après l'annonce du G8 de la création d'un Fonds mondial contre le sida, Chirac a menti aux pays en développement : l'UE n'a pas atteint le dixième des objectifs annoncés. Où sont donc passés les 10 milliards de dollars promis : les caisses du Fonds mondial sont pratiquement vides. Tandis qu'au cours de l'année 2001, près de trois millions de personnes sont morts du sida et qu'en 2015, si la tendance n'est pas inversée, 100 millions de personnes seront séropositives et 95 millions d'entre elles seront condamnées à mort.

14 juillet 2002 : Act-Up Paris dénonce l'absurdité du système des grâces médicales et l'inaction criminelle de Jacques Chirac et de son gouvernement. En effet, de nombreuses personnes séropositives ou atteintes du Sida meurent en prison<sup>1</sup>, sans même avoir reçu de réponse à leur demande de grâce médicale, alors que la plupart sont dans une situation de santé nécessitant l'arrêt immédiat de leur incarcération. Or, obtenir une grâce médicale prend des semaines, voire des mois et l'association en arrive à se poser cette question : l'absurdité d'un tel mécanisme n'est-elle pas délibérée ? Act-Up Paris exige la grâce immédiate de tous les détenus atteints de pathologie grave, et la réforme du système inique des grâces médicales.

**Patrick Schindler**  
groupe Claaaaaash, FA Paris

1. Sources : site Internet et la revue Action d'Act-Up Paris  
2. Le T-20 n'est pas un produit miracle, mais une nouvelle molécule capable de sauver des personnes séropositives ou atteintes du sida, en échec thérapeutique.  
3. 500 morts en prison dénombrés au 20 mai 2002 et 500 suicides en cinq ans.

## Poitou-Charentes Deuxième rencontre des libertaires

**Samedi 5 octobre  
dès 12 heures**

**S** E RENCONTRER... Pour être moins seul. Pour découvrir d'autres humains qui partagent les mêmes aspirations en un monde enfin débarrassé de l'oppression et de l'exploitation.

Se rencontrer... Pour se sentir moins impuissant. Pour se donner les moyens de diffuser plus largement les idées libertaires. Pour devenir enfin acteur d'un monde qui nous cantonne trop souvent au rôle de spectateur...

Se rencontrer... Pour créer un réseau. Pour valoriser les capacités de chacune et de chacun. Pour pouvoir réfléchir et agir ensemble. Pour fédérer les énergies et les bonnes volontés...

Lors de la première rencontre des libertaires de Poitou-Charentes, le 20 avril dernier, nous étions une soixantaine à nous retrouver, à nous retrouver sur ce projet...

Après un tour de table, histoire de nous découvrir, nous avons décidé de mettre en place un arbre de connaissances, outil pour mieux nous (re)connaître. Nous avons également décidé de poursuivre l'aventure, de nous revoir à l'automne. Nous vous invitons à nous rejoindre.

**35, allée de l'Angle, Chaucre,  
17190 Saint-Georges-d'Oléron**

Participation aux frais libre. Les bénéfices éventuels seront utilisés pour faire fonctionner le secrétariat du Collectif (timbres, photocopies...). Pour celles et ceux qui viennent de loin, logement possible sur place. Si vous

### Au programme

**12 heures** : accueil, puis repas.  
**14 heures** : introduction de l'après-midi par Bernard.  
**14 heures 30** : le point sur l'arbre de connaissances par Roger et Thierry.  
**15 heures** : débat sur les alternatives économiques.  
**18 heures** : quelles perspectives pour le Collectif libertaire.

êtes perdu(e) : 05 46 76 73 10. Une rencontre « enfants admis » ! Un espace sera réservé aux enfants présents. Pour éviter les gaspils : s'il-vous-plait, annoncez-nous votre participation au 06 82 94 43 16 ou par courrier chez Roger Noël, Les Colombiers, route de la Cotinière, 17310 Saint-Pierre-d'Oléron,

roger-noel@wanadoo.fr.

## Nettoyage Six mois de lutte

**C** ELA se passe près de chez vous, pas la peine de délocaliser ou de coloniser pour exploiter honteusement les individus au nom de la rentabilité ; ici la sous-traitance s'en charge. Des femmes de ménage, mères de famille, nettoient les chambres des hôtels du groupe Accor. Elles n'ont pas de vestiaire, pas d'endroit pour manger ou boire, rien pour se laver, elles doivent se cacher dans des toilettes pour manger. La société de nettoyage Arcade profite de leur faiblesse et de leur ignorance pour les exploiter six ou sept jours de suite, à des cadences qui engendrent de nombreuses pathologies ; et pour ne les payer que la moitié du temps effectué : environ 610 à 712 euros par mois.

Depuis le 7 mars 2002, de modestes femmes de ménage se sont mises en grève pour que soit simplement respecté le droit du travail et leur dignité. Elles refu-

sent la politique du moindre coût imposé par les donneurs d'ordre (Accor) et leurs complices sous-traitants (Arcade).

Ces femmes ont été licenciées, condamnées à de fortes amendes ! Elles ont fait appel de ces décisions aux prud'hommes afin que la justice reconnaisse leur droit à la lutte et à la dignité. Plusieurs jugements sont à venir : le 17 septembre, à 14 heures, au tribunal de grande instance, 4, boulevard du Palais, M<sup>o</sup> Cité, à cause des amendes pour faits de grève et avoir manifesté dans les hôtels Accor. Et, le 20 septembre, à 13 heures, au tribunal de police, 4, rue Ferrus, M<sup>o</sup> Glacière, pour dénoncer l'illégalité des contrats de travail auxquels elles sont soumises.

**Collectif de solidarité avec les salariées d'Arcade en grève**

Des nouvelles de la lutte :  
<http://www.ras.ularcades>

## Toulon Concert

Pour aider à l'acquisition d'un local anarchiste, Meille chante « De Brassens à Ferré ». **Samedi 28 septembre à 20 heures.** Moulin des Contes, 3 bis, rue du Puits à Hyères. PAF : 7 €. Réservation au 04 94 35 79 28.

**Groupe Nada**  
c/o ACL, BP 5137  
83093 Toulon cedex

Soutien financier : envoyer votre chèque à SUD Nettoyage, 17, boulevard de la Libération, 93200 Saint-Denis avec la mention « solidarité Arcade » au dos du chèque.

## Rennes Campagne de souscription pour le local La Commune

le premier jeudi de chaque mois, mais aussi d'autres organisations politiques et associations. Le local est ouvert tous les mercredis et samedis, de 15 heures à 19 heures, pour ceux et celles qui veulent emprunter livres, vidéos ou cassettes audio, se renseigner sur les actions à venir ou tout simplement jeter un coup d'œil et taper la cassettes.

Nous ne touchons aucune subvention de nulle sorte pour faire fonctionner le local qui est entièrement financé par ceux et celles qui tiennent à son existence et per-

mettent au groupe La Commune de payer le loyer et les charges. Nous avons besoin de nouveaux cotisants, aussi n'hésitez pas à soutenir le local vous aussi par un don mensuel ou ponctuel par chèque à l'ordre de l'ACL. A envoyer à La Commune : 9, rue Malakoff 35000 Rennes ou par virement (laisser message au local. Tél. : 02 99 67 92 87 ou téléphoner aux heures d'ouverture).

**Site internet du groupe  
La Commune**  
<http://fa-rennes.fr.st>